

Économie de l'élevage



Confédération
Nationale de l'Élevage

CNE

DOSSIER ANNUEL

CAPRINS

Année 2015
Perspectives 2016
Mars 2016
n°466
18 €



PRODUCTION DE LAIT ET DE VIANDE
La reprise de la collecte se fait attendre

FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS
Les fabrications tirées par une consommation
dynamique

RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS
L'amélioration se poursuit

Timide reprise en 2015... Développement à maîtriser en 2016



LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Economie de l'Institut de l'Elevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Economie de l'Institut de l'Elevage : BOSSIS Nicole, BOUYSSIERE Sébastien, CHOTTEAU Philippe, RUBIN Benoît, YOU Gérard.

Ingénieurs Réseaux d'élevage de l'Institut de l'Elevage : DE BOISSIEU Catherine, GUINAMARD Christine, PEGLION Marceline

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR).

Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

« La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne serait être engagée ».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 3 :

Philippe Allaix (CA 42), Jean-Claude Baup (CA 32),
Sébastien Bessonnet (CA 17), Aurélie Blachon (CA 31),
Françoise Bouillon (CA 48), Harmony Boutin (CA 16),
Michèle Bulot-Langlois (CA 84), Julia Chemarin (CA 86),
Pascale Clerc (CA 06), Fabien Constantin (CA 47),
Henriette Coursange (Syndicat caprin des Hautes Alpes),
Vincent Desbos (Contrôle laitier 07), Charles Drouot (Asseldor 24),
Jean-Pierre Dugat (CA 33), Anne Eyme-Gundlach (CA 26),

Benoît Foisson (CA 41), Amandine Fores (CA 38),
Josine Giraud (CA 04), Lola Jouan (Alysé), Karine Lazard (CA 18),
Leila Le Caro (CA 35), Agnès Liard (CA 69), Vincent Lictévoit
(Touraine Conseil Elevage), Clarisse Mimault (Syndicat de contrôle
de performance 30-34), Jean Bernard Mis (CA 81), Claudine Murat
(CA 12), Jean Luc Nigoul (CA 71), Séverine Pastorelli (CA 83),
Florence Piedhault (CA 36), Bernard Poupin (Atlantic Conseil Elevage),
Angélique Roué (CA 79), Jean Claude Schoeffel (CA 46),
Audrey Seigner (CA 13), Virginie TARDIF (Elevage Conseil Loire Anjou),
Laurent Vinet (CA 49).

Une timide reprise en 2015, mais un approvisionnement à maîtriser en 2016

La reprise de la collecte a encore été très timide en 2015, malgré le passage au vert des indicateurs économiques dès fin 2013. Les revenus des ateliers caprins ont retrouvé les niveaux d'avant crise grâce à la hausse du prix du lait et la légère baisse des charges alimentaires. Néanmoins, il a fallu attendre la fin 2015 pour voir un sursaut de collecte, davantage imputable à la dessaisonnalisation de la production qu'à une franche reprise. Certes, la meilleure situation économique de l'élevage caprin devrait réanimer les projets d'installation ou d'agrandissement. Mais la pyramide des âges des éleveurs, les trésoreries encore tendues dans de nombreuses exploitations et surtout les difficultés du secteur élevage en général sont à l'inverse des facteurs plutôt propices aux cessations d'activité. Redonner durablement de la confiance et relancer les installations constituent les enjeux majeurs pour garder et pérenniser une production de lait de chèvre en France.

Du côté de l'aval, les transformateurs ont profité de la hausse des disponibilités chez nos voisins européens pour accroître les importations de produits de reports à coût réduit. Leur approvisionnement a bondi, sans pour autant créer de surplus. Les volumes supplémentaires ont été transformés principalement en fromages mais aussi en laits conditionnés et ultra-frais. Après deux années marquées par le manque de disponibilité, les ventes ont finalement rattrapé le niveau tendanciel de croissance de la consommation française (1% par an). Face à une demande française mature, qui ne semble pas en mesure d'absorber une croissance plus intense, la maîtrise des importations prend aujourd'hui tout son sens, alors même que la grande distribution exerce déjà une pression à la baisse sur le prix des fromages de chèvre. Si le faible niveau des stocks laisse encore une certaine souplesse aux opérateurs, une reprise éventuelle de la collecte doit s'accompagner d'une réaction appropriée afin d'éviter tout risque de surplus et sauvegarder la valeur des produits caprins.

SOMMAIRE

1 / LES FAITS MARQUANTS DE 2015

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6 / PRODUCTION LAIT ET VIANDE

La reprise de la collecte se fait attendre

14 / REVENUS DES EXPLOITATIONS

- Livreurs spécialisés de plaine
- Livreurs spécialisés du Sud-Est
- Livreurs et cultures de vente
- Livreurs et bovins viande
- Fromagers, Sud Méditerranée
- Fromagers, autres régions

22 / FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS

Les fabrications tirées par une consommation dynamique

27 / BILAN ET PERSPECTIVES

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

JANVIER

FÉVRIER

MARS

À 712 € / 1 000 l, le prix du lait de chèvre progresse de 19 € /2014 au 1^{er} trimestre



Modification du standard du lait de chèvre

Par accord interprofessionnel ANICAP, la composition standard du lait de chèvre passe de 33 g/l à 35 g/l pour la matière grasse et de 28 g/l à 30 g/l pour la matière protéique.

Cette modification conduit à un recalage du prix de base.



Accords interprofessionnels viande caprine

Moins d'un an après la création d'une section caprine au sein d'INTERBEV, les professionnels du secteur ont signé deux accords interprofessionnels concernant les cotisations sur les viandes caprines : l'une au profit d'INTERBEV Caprins et l'autre au profit d'ATM Ruminants (association chargée de la gestion de l'équarrissage en ferme).

La collecte patine

La collecte patine au 1^{er} trimestre, à 99,5 millions de litres.

Les éleveurs ont peu réformé, conservant des chèvres peu productives. Dans l'Ouest, les rations à dominante ensilage de maïs sont décevantes, les chèvres ne produisent pas le lait attendu.



AVRIL

MAI

JUIN

À 605 € / 1 000 l, le prix du lait de chèvre progresse de 9 € / 2014 au 2^{ème} trimestre

Repli de la collecte et bond des importations

A 148 millions de litres, la collecte se replie au 2nd trimestre de près de 2% par rapport à 2014. Les opérateurs français importent massivement, d'autant plus que le prix baisse en Espagne.



Du côté industriel...

Rapprochement des coopératives Eurial et Agrial confirmé. Eurial devient la branche laitière d'Agrial.

La Lémance construit une nouvelle laiterie en Vendée pour développer une gamme de yaourts bio au lait de chèvre et de brebis.

Des conditions climatiques favorables au printemps

Le printemps doux et modérément arrosé a été favorable aux pâturages et aux semis de maïs. Les premières coupes de foin sont dans l'ensemble de bonne qualité mais les rendements sont moins élevés qu'en 2014.



Viande caprine

Création des logos « viande de chevreau française » et « viande de chèvre française » qui garantissent l'origine des viandes et abats de caprins nés, élevés et transformés en France.



1 LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

JUILLET

AOÛT

SEPTEMBRE

À 663 € /1000 l, le prix du lait de chèvre progresse de 5 € /2014 au 3^{ème} trimestre



La collecte se rééquilibre

A 118 millions de litres au 3^{ème} trimestre, la collecte se repositionne au niveau de 2014 malgré les effets de la sécheresse estivale. Les importations se maintiennent au plus haut niveau et la totalité des disponibilités supplémentaires est transformée en produits de grande consommation pour répondre à une demande intérieure dynamique.

Sécheresse estivale

A partir de juin, la sécheresse s'installe dans l'Est et le Centre de la France. La région Rhône - Alpes est particulièrement touchée avec un déficit fourrager de 20 à 50%. Les éleveurs arrêtent le pâturage pour distribuer du fourrage en juillet et août. Les stocks d'avance sont ainsi souvent consommés pendant l'été et certains éleveurs entament les réserves constituées en 2015 dès septembre.

Parmi les départements « caprins », l'Ardèche, la Loire, le Rhône, la Lozère, le Cher, l'Indre, la Saône-et-Loire, la Haute-Vienne et la Creuse sont reconnus au titre des calamités agricoles

Mobilisation générale des éleveurs et plan de soutien

Dans un contexte de crise généralisée de l'élevage en France, les éleveurs caprins de l'Ouest restent mobilisés et organisent plusieurs manifestations pour exiger une revalorisation du prix du lait. Les éleveurs caprins pourront bénéficier du plan de soutien mis en place par le Ministère de l'Agriculture pour les éleveurs en difficulté.



OCTOBRE

NOVEMBRE

DÉCEMBRE

À 812 € /1000 l, le prix du lait de chèvre progresse de 22 € /2014 au 4^{ème} trimestre

Sursaut de collecte automnale

L'arrière-saison est plus favorable à la production. Les lactations redémarrent bien dans l'Ouest grâce à des ensilages de maïs de meilleure qualité qu'en 2014-2015. À 93 millions de litres au 4^{ème} trimestre, la collecte automnale progresse de 5% /2014.



PAC : Report du 3^{ème} versement

Les versements du solde des aides n'ont pu avoir lieu en décembre comme chaque année. En France, le total des deux avances de trésorerie représente pour chaque agriculteur 90% des montants d'aides PAC versées en 2014. Les modalités de la nouvelle PAC ont peiné à se mettre en place dans la très grande majorité des États membres.

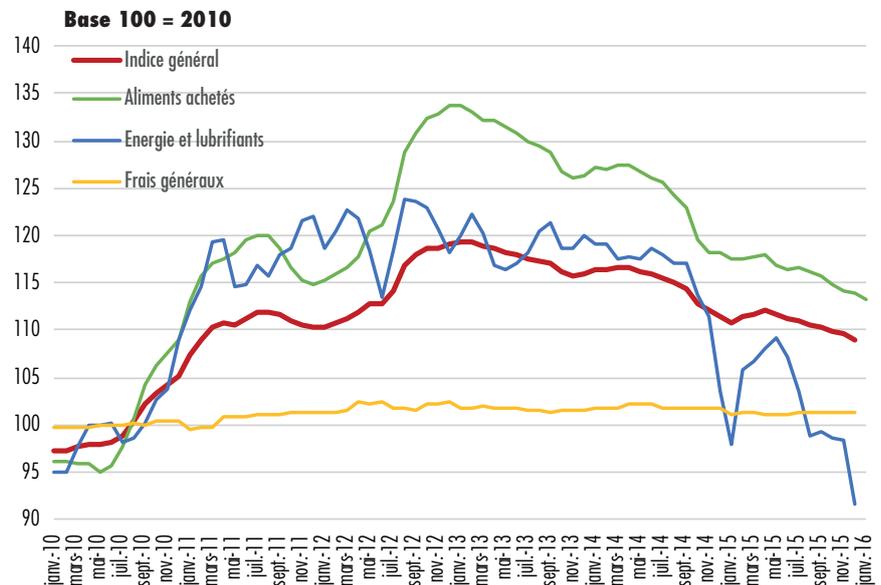


L'IPAMPA LAIT DE CHÈVRE, en repli mais toujours au-dessus de 2010

L'IPAMPA (Indice des prix d'achat des moyens de production agricole) mesure bien l'évolution des coûts d'approvisionnement des exploitations agricoles. L'IPAMPA Lait de chèvre mesure l'évolution du prix d'un panier de charges spécifiques aux exploitations caprines.

En 2015, l'IPAMPA lait de chèvre a légèrement augmenté de janvier à mars avant de se replier tout le reste de l'année. En moyenne annuelle, la baisse est modeste : entre 3 et 6% sous les niveaux connus entre 2012 et 2014 mais toujours 11% en-dessus du niveau de 2010.

Le poste « aliments achetés », premier poste de dépenses, a reculé de près de 3%/2014. Légèrement haussier en début d'année, l'indice « Aliments achetés » n'a cessé de s'éroder à partir du printemps. Comme toujours, en raison du rôle tampon joué par les fabricants d'aliment, l'indice ne répercute que partiellement les mouvements de prix des matières premières. Le prix de l'énergie, deuxième poste de dépenses, a chuté dans le sillage des cours mondiaux du pétrole. L'indice « Energie et lubrifiants » a reculé de 12% /2014.



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après INSEE et SSP

2

PRODUCTION DE LAIT ET DE VIANDE



La reprise de la collecte se fait attendre

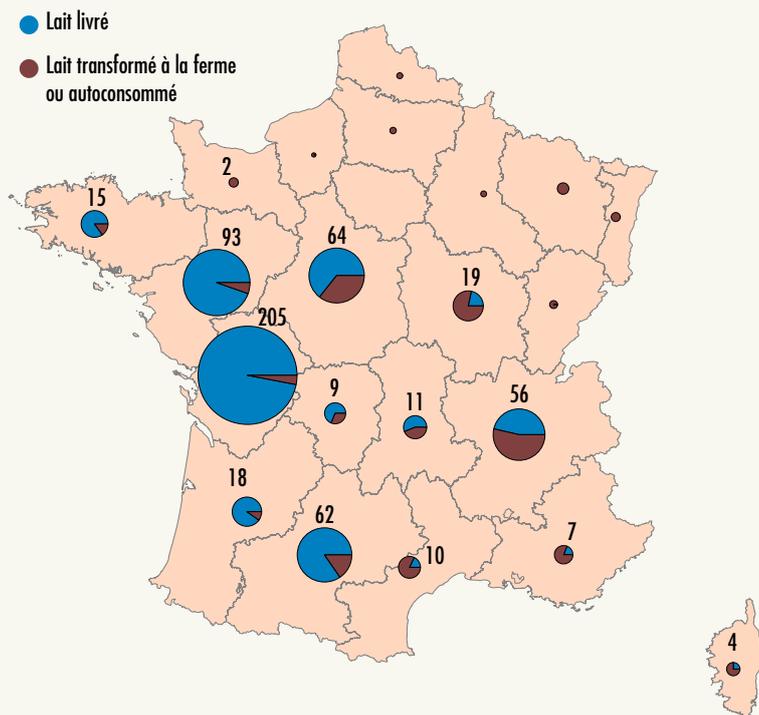
Malgré le passage au vert des signaux économiques dès la fin 2013, la production de lait de chèvre n'a toujours pas redécollé en 2015. Les cessations d'activité sont encore nombreuses, notamment en Poitou-Charentes et en Rhône-Alpes, deux bassins pénalisés par la pyramide des âges des éleveurs. L'agrandissement des troupeaux et la timide reprise des installations ne sont toujours pas parvenus à compenser ces arrêts, d'autant plus que la frilosité des banques semble ralentir la reprise.

586 millions de litres,

C'est la production de lait de chèvre en France en 2015

PRODUCTION

LA PRODUCTION LAITIÈRE CAPRINE EN 2015 (MILLIONS DE LITRES)



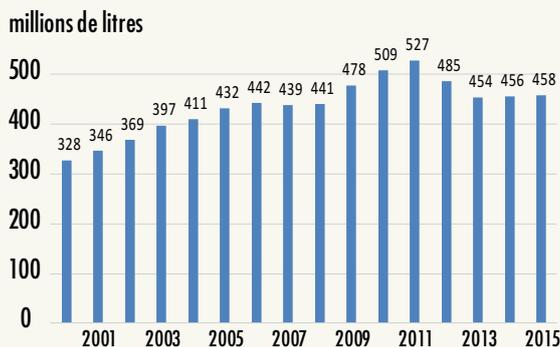
Livriers et fromagers fermiers

La production française de lait de chèvre est restée quasiment stable en 2015, à 586 millions de litres. L'enquête annuelle laitière de 2014 compte un peu moins de 2 700 livreurs, détenant en moyenne 240 chèvres, qui ont pesé pour près de 78% de la production totale. Ces livreurs sont davantage concentrés dans les grands bassins de collecte (Poitou-Charentes, Pays de la Loire, Midi-Pyrénées) ou dans les zones mixtes, mêlant livraisons et fabrications fermières (Centre et Rhône-Alpes). 22% de la production sont transformés directement à la ferme par un nombre équivalent de producteurs fermiers, généralement de plus petite taille (70 chèvres en moyenne). Ils sont, à l'inverse, répartis sur l'ensemble du territoire. Le nombre d'élevages caprins a très nettement diminué ces dernières années, sous l'effet de la crise caprine.

Si amélioration de la conjoncture rime avec ralentissement des cessations, la production française semble très nettement impactée par la pyramide des âges des éleveurs. Selon l'enquête structure de 2013, près de 25% des chefs d'exploitation auraient plus de 55 ans, laissant présager de nombreux départs à la retraite dans les 5 ans.

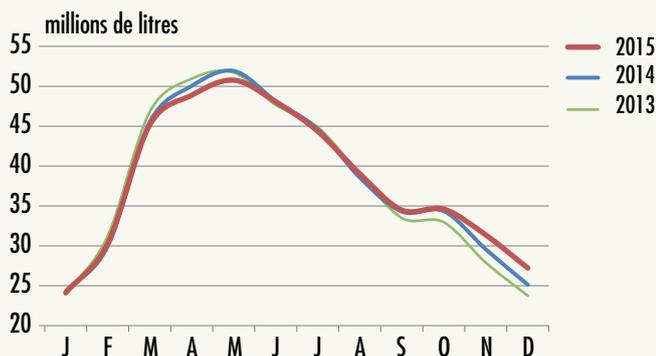
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP Statistique Agricole Annuelle

ÉVOLUTION ANNUELLE DE LA COLLECTE DE LAIT DE CHÈVRE



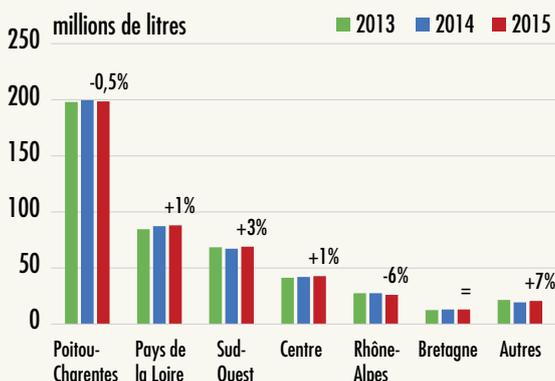
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION MENSUELLE DE LA COLLECTE DE LAIT DE CHÈVRE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DES LIVRAISONS DE LAIT DE CHÈVRE PAR RÉGION



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Faible progression de la collecte

À 458 millions de litres selon FranceAgriMer, la collecte de lait de chèvre est restée quasiment stable pour la 3^{ème} année consécutive.

Malgré le passage au vert des indicateurs économiques fin 2013, elle n'a progressé que de 0,4% en 2015, soit d'à peine deux millions de litres. Au final, les livraisons sont restées très en deçà de la demande des opérateurs français, qui n'a cessé de s'accroître pour répondre à une consommation très dynamique. La collecte annuelle se situe encore 20 millions de litres en-dessous du niveau déjà tendu de 2009, et près de 69 millions de litres sous le record de 2011 (qui avait vu les stocks s'accumuler dans les entreprises). Elle devrait pouvoir progresser de 10% (50 millions de litres) sans dégrader le marché... à condition qu'une reprise éventuelle s'accompagne du repli des importations de produits de reports.

La saisonnalité s'érode graduellement

Après un 1^{er} trimestre atone, la collecte française s'est repliée de 2% au printemps, lors du pic. Elle s'est ensuite rééquilibrée pendant l'été, malgré la sécheresse de juillet, mais la tendance ne s'est inversée qu'au creux de collecte du 4^{ème} trimestre. Les incitations financières à désaisonnaliser la production, l'allongement des lactations et des fourrages de meilleure qualité ont abouti au bond de 5% des volumes collectés, rattrapant le retard accumulé au 1^{er} semestre. La saisonnalité de la production de lait de chèvre reste très importante, avec un différentiel de près de 55 millions de litres entre le 2^{ème} et le 4^{ème} trimestre. Néanmoins, ce dernier a pesé pour 20% de la collecte annuelle en 2015, contre à peine 17% en 2012.

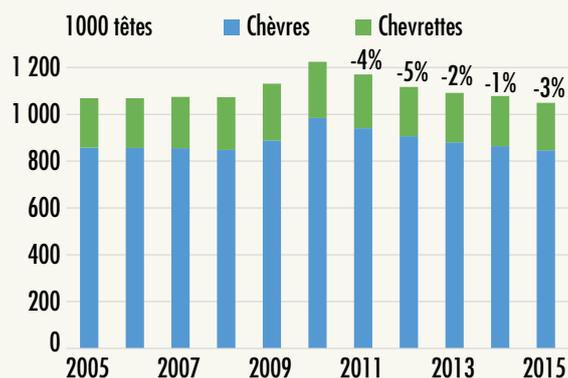
Des évolutions régionales contrastées

Le rattrapage de fin d'année a été sensible partout en France. Cependant, la collecte de lait de chèvre a connu des évolutions régionales contrastées sur l'année. Le bassin traditionnel de Poitou-Charentes (43% de la collecte nationale) a enregistré une baisse de près de 1,1 million de litres (-0,5% /2014), ainsi que Rhône-Alpes (-1,5 million de litres, soit -6% /2014). Ces régions semblent pénalisées par la pyramide des âges de leurs éleveurs : l'agrandissement des troupeaux et la timide reprise des installations n'ont pas compensé les départs à la retraite. Les bassins de production plus « jeunes » s'en sont mieux sortis. La collecte de lait de chèvre a retrouvé une dynamique haussière dans le Sud-Ouest (+3%), les Pays de la Loire (+1%).

2 PRODUCTION LAIT ET VIANDE

CHEPTEL ET PRODUCTIVITE

ÉVOLUTION DU CHEPTEL DE CHÈVRES ET DE CHEVRETTES EN FRANCE

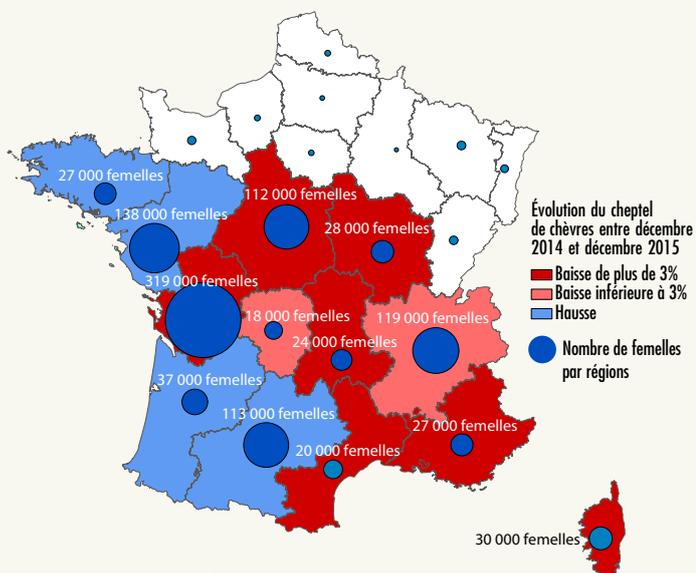


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat et SSP

Une baisse inquiétante du cheptel

L'enquête cheptel réalisée fin 2015 par le SSP n'annonce pas une reprise franche de la collecte française en 2016. La chute des effectifs semble même avoir repris : avec seulement un million de reproductrices, le cheptel a perdu près de 29 500 femelles (-3% /2014) dans l'inventaire de décembre. En outre, le nombre de chevrettes mises à la reproduction aurait également diminué, alors qu'il progressait l'an passé, laissant entrevoir peu de perspectives d'amélioration à court-terme.

ÉVOLUTION DU CHEPTEL DE FEMELLES EN FRANCE (CHÈVRES + CHEVRETTES)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Enquête cheptel - SSP
Cartographie Cartes & Données - ©Artique

RÉSULTATS AU CONTRÔLE LAITIER EN 2015

Races	% des lactations	Durée de lactation (jours)	Kg de lait	TP g/kg	TB g/kg
Alpine	57%	296	909	33,3	37,6
Saanen	40%	308	954	32,0	35,5
Croisée	3%	299	865	32,3	36,1
Ensemble	262 854	301	925	32,7	36,7

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FCEL

La pyramide des âges des éleveurs, les fragilités de trésorerie persistantes et surtout les difficultés qui impactent l'élevage en général sont autant de facteurs qui ont contribué aux cessations d'activité. L'agrandissement des élevages n'a pas permis de compenser les arrêts, d'autant que les installations semblent ralenties par la frilosité des banques.

Repli du cheptel dans les bassins traditionnels

Le cheptel de femelles (chèvres et chevrettes) a connu un repli marqué dans les bassins traditionnels de production, plus impactés par les cessations d'activités. Il s'est très nettement contracté en Poitou-Charentes, avec près de 15 000 reproductrices en moins (-4,5% /2014) et dans le Centre (-5 900 têtes, soit -5%) ; et dans une moindre mesure en Rhône-Alpes (-2 600 têtes, soit -2%). La dynamique a été en revanche plus positive dans le Sud-Ouest : les effectifs se sont étoffés de près de 2 200 chèvres, réparties de façon homogène entre Midi-Pyrénées et Aquitaine. Le cheptel des Pays de la Loire a aussi progressé, de 1 400 chèvres (+1%).

Une légère amélioration des performances

Environ 1 540 troupeaux ont été suivis au contrôle laitier en 2015 (-5% par rapport à 2014) avec près de 263 000 lactations qualifiées (-4%). Le rendement laitier des chèvres contrôlées a progressé de près de 15 kg (+2%), à 925 kg de lait en moyenne (soit 898 litres), grâce notamment à l'allongement de 3 jours de la durée moyenne des lactations 301 jours. La composition du lait est restée remarquablement stable avec un taux protéique à 32,6 g/kg et un taux butyreux à 36,7 g/kg. La progression a été plus marquée chez les chèvres de race Alpine (57% des lactations). Elles ont gagné près de 18 kg, à 909 kg en 296 jours, contre 8kg de plus pour les Saanen, à 954 kg de lait en 308 jours.

PRIX DU LAIT

14 euros / 1 000 litres,

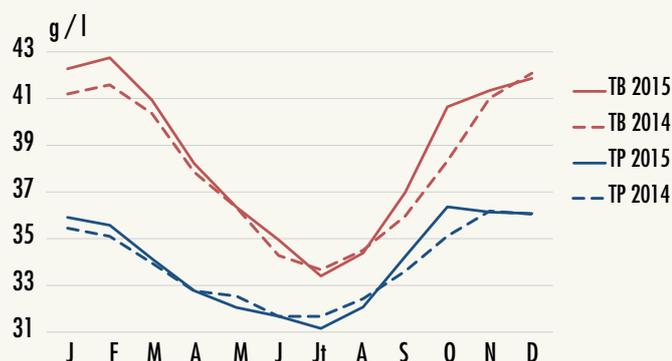
C'est la hausse du prix du lait payé aux livreurs en 2015

PRIX DE BASE ET PRIX MOYENS PONDERES, PAR ZONE

euros / 1000 litres	CENTRE-OUEST	CENTRE	SUD-OUEST	SUD-EST	FRANCE
Prix de base 2015	633	660	644	627	639
<i>Évolution 2015/2014</i>	<i>1,2%</i>	<i>2,3%</i>	<i>1,3%</i>	<i>2,0%</i>	<i>1,4%</i>
Prix moyen 2015	678	728	686	692	686
<i>Évolution 2015/2014</i>	<i>1,9%</i>	<i>3,0%</i>	<i>2,3%</i>	<i>2,0%</i>	<i>2,1%</i>
Écart prix moyen printemps / hiver	197	210	210	258	206
<i>Évolution 2015/2014</i>	<i>+4%</i>	<i>+8%</i>	<i>+8%</i>	<i>+2%</i>	<i>+7%</i>

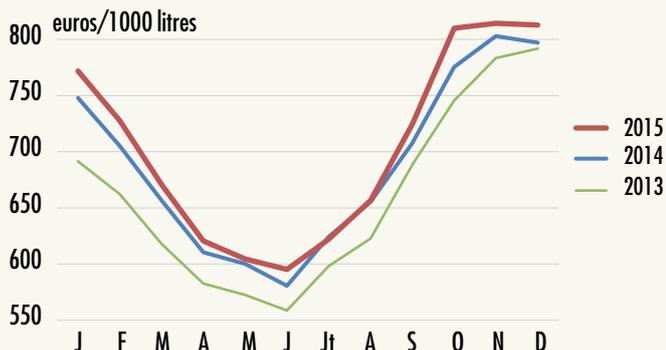
Source : Enquête GEB-Institut de l'Élevage (sur 90% de la collecte nationale d'après FranceAgriMer)

ÉVOLUTION DE LA COMPOSITION DU LAIT DE CHÈVRE COLLECTÉ EN FRANCE



Source : Enquête GEB-Institut de l'Élevage

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT DE CHÈVRE PAYÉ AUX PRODUCTEURS



Source : Enquête GEB-Institut de l'Élevage

Légère progression du prix de base

Le prix de base du lait de chèvre a progressé en 2015, mais dans une moindre mesure qu'en 2013 et 2014. Il a gagné 9 € d'une année sur l'autre (+1,4% /2014), à 639 € les 1 000 litres, et près de 89 € en cumul sur 3 ans (+17% /2012). Sa hausse a été relativement homogène lors des deux premiers trimestres (entre 8 et 9 €), puis plus hétérogène au 2nd semestre. Sous l'effet des incitations à désaisonnaliser appliquées par certaines entreprises, le 3^{ème} trimestre a connu une hausse limitée à 6 €, contre près de 11 € pendant le creux de collecte du dernier trimestre. En 2015, la région Centre a connu une hausse plus marquée que les autres bassins (+15 €), suivie de près par le Sud-Est (+12 €). Le Centre-Ouest et le Sud-Ouest ont en revanche bénéficié d'une revalorisation plus limitée, comprise entre 8 et 9 €.

Une amélioration de la composition...

La composition moyenne du lait de chèvre s'est nettement améliorée en 2015. Le taux butyreux a grimpé de 0,6 g/l en moyenne, à 38,2 g/l. Sa progression a été particulièrement marquée au creux de collecte, avec un gain de quasiment un point de matière grasse aux 1^{er} et 4^{ème} trimestres. Elle a été plus limitée aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres (0,2 et 0,3 g/l).

Le taux protéique a en revanche connu une amélioration moins franche, de 0,1 g/l seulement à 33,7 g/l sur l'année. En outre, son évolution a été très hétérogène : progression de 0,3 g/l au 1^{er} trimestre, suivie d'un repli de 0,2 g/l et de 0,1 g/l aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres, pour finir sur un bond très marqué en fin d'année, de 0,5 g/l.

...qui tire le prix payé aux producteurs

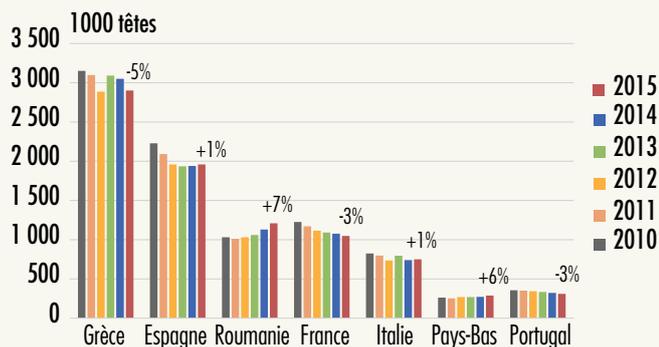
Le prix du lait payé aux producteurs a bénéficié à la fois de la hausse du prix de base et de l'augmentation du taux de matières utiles. Il a atteint un nouveau record à 686 € les 1 000 litres, soit 14 € de plus qu'en 2014 (+2%). Les trimestres de collecte peu abondante ont connu les hausses les plus marquées, respectivement de 19 € et 22 € aux 1^{er} et 4^{ème} trimestres, contre seulement 9 € et 5 € en milieu d'année. La saisonnalité du prix payé aux producteurs s'est encore accentuée : le différentiel de prix entre le lait de printemps, au pic de collecte, et le lait d'hiver, au creux, a atteint 206 € les 1 000 litres, 13 € de plus qu'en 2014 (+7%).

Certaines entreprises ont modifié le prix de base afin d'inciter les producteurs à davantage désaisonniser leur production. D'autres ont modifié la grille de paiement afin de mieux valoriser la matière grasse, avec pour conséquence d'accroître le différentiel entre le lait de printemps, moins riche, et le lait d'hiver.

2 PRODUCTION LAIT ET VIANDE

PRODUCTION EN EUROPE

ÉVOLUTION DU CHEPTEL DE FEMELLES (CHÈVRES ET CHEVRETTES) EN DÉCEMBRE DANS L'UNION EUROPÉENNE

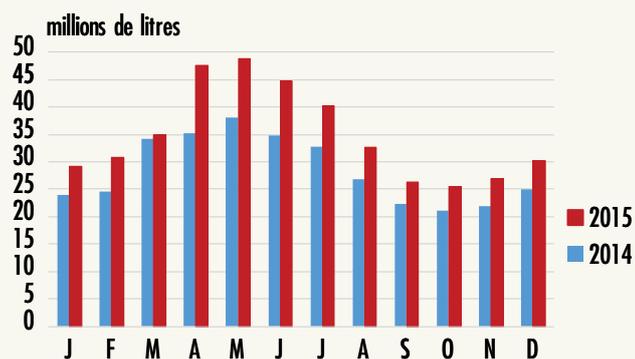


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Évolutions contrastées des cheptels en Europe

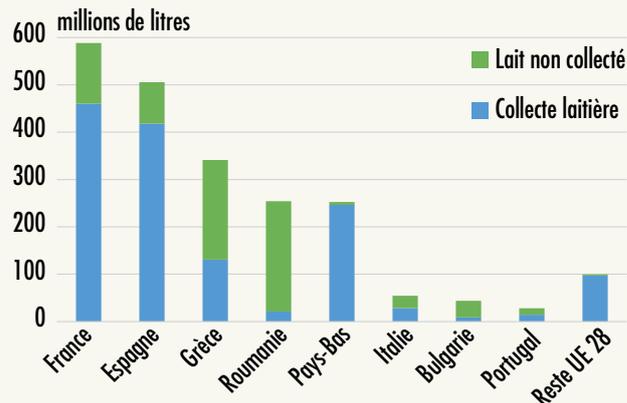
À 9,2 millions de têtes fin 2015 selon nos estimations, le cheptel européen de chèvres et chevrettes saillies s'est très légèrement replié en 2015 (-0,7% /2014, soit -68 000 têtes). Cette apparente stabilité contraste avec l'évolution connue les années précédentes et masque des évolutions opposées entre États membres. La Grèce, premier troupeau européen avec 32% des effectifs, a perdu près de 149 000 têtes (-5% /2014), faisant passer le troupeau de reproductrices sous la barre des 3 millions de têtes. Les cheptels français et portugais ont également connu des replis significatifs (-3%). En revanche, les effectifs ont progressé dans les autres grands pays laitiers, en lien avec l'amélioration de la conjoncture. Les effectifs de reproductrices se sont étoffés de près de 19 000 têtes (+1%) en Espagne, de 17 000 têtes (+6%) aux Pays-Bas et de 11 000 têtes (+1%) en Italie. Mais c'est surtout le cheptel roumain qui a connu une progression remarquable avec encore 80 000 femelles de plus fin 2015 (+7%).

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE DE LAIT DE CHÈVRE EN ESPAGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FEGA

PRODUCTION ET COLLECTE DE LAIT DE CHÈVRE CHEZ LES PRINCIPAUX PRODUCTEURS EUROPÉENS EN 2015



Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

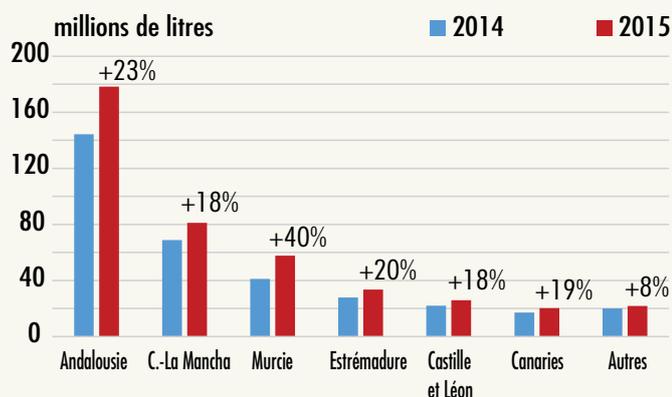
Deux-tiers de la production sont collectés en Europe

La production de lait de chèvre de l'UE à 28 est très concentrée, avec près de 90% des volumes réalisés par les cinq premiers pays. Selon nos estimations, elle aurait progressé de près de 3% d'une année sur l'autre, à un peu moins de 2,2 milliards de litres. Elle a notamment bénéficié des bonds de collecte en Espagne (près de la moitié des volumes supplémentaires), aux Pays-Bas et en Roumanie. En somme, elle a retrouvé le niveau de 2011, peu avant l'effondrement des collectes française et espagnole. La production européenne est exclusivement tirée par la progression du lait collecté, qui a représenté près de 2/3 de la production en 2015, contre encore à peine la moitié en 2000. La part du lait non collecté (transformé sur la ferme ou autoconsommé) s'érode graduellement, mais reste majoritaire en Grèce et en Roumanie. Il semblerait cependant que des circuits de collecte se développent chez cette dernière : selon nos estimations, 7% de la production (19 millions de litres) y aurait été collectés en 2015, contre à peine 3% en 2013.

Une collecte espagnole réactive

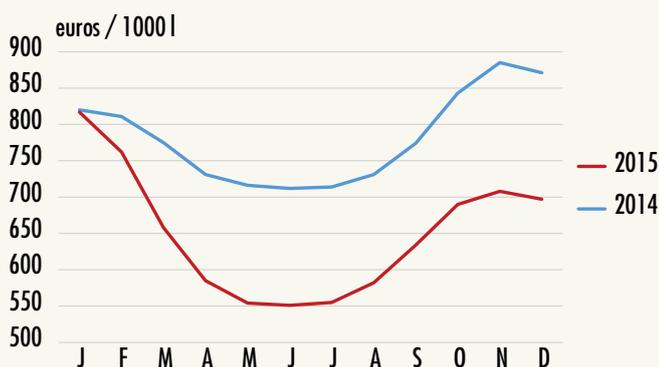
En 2015, à 418 millions de litres selon le FEGA, la collecte espagnole aurait bondi de près de 23% (+77 millions de litres). Cette progression semble cependant surestimée : la publication de données mensuelles n'a débuté qu'en 2014, sur la base de déclarations d'entreprises qui ne couvraient pas dans un premier temps la totalité de la collecte nationale. Pour preuve, la collecte annuelle publiée par le FEGA pour 2014 était inférieure de près de 21 millions de litres à celle diffusée le Ministère de l'Agriculture. Il faudra donc attendre la consolidation des données officielles pour mesurer plus précisément la reprise. Il ne fait cependant nul doute que la production livrée ait significativement progressé, pour répondre avant tout à la demande des industriels français. Selon nos estimations, elle aurait au moins bondi de 16% /2014 (56 millions de litres supplémentaires).

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ESPAGNOLE DE LAIT DE CHÈVRE PAR AUTONOMIE



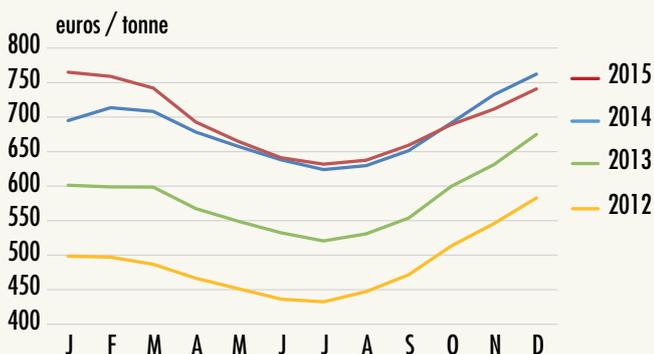
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FEAGA

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT DE CHÈVRE EN ESPAGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FEAGA

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT DE CHÈVRE AUX PAYS-BAS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Geiten Houderij

Des volumes supplémentaires partout en Espagne

Outre la progression du cheptel, cette rapide hausse de la collecte s'est faite par l'absorption opportuniste d'une partie de lait non collecté par des transporteurs de lait indépendants. Ce mode de collecte a permis de réagir rapidement à la hausse du prix du lait en récupérant le lait produit dans les zones peu industrialisées ou d'accès difficile. La collecte espagnole a ainsi progressé dans toutes les Autonomies. L'Andalousie, fer de lance de la production avec près de 43% de la collecte nationale, a connu un bond de près de 23% de ses livraisons, soit 34 millions de litres supplémentaires. Les Autonomies de Castille-la-Manche et de Murcie ont également connu des progressions très importantes, avec respectivement 12 et 17 millions de litres supplémentaires. Ces trois provinces ont pesé pour 76% des livraisons espagnoles en 2015.

Un prix espagnol très volatil

Le prix du lait de chèvre en Espagne a connu des variations considérables ces dernières années. D'un côté, il est influencé par l'évolution du prix du lait de vache dans la mesure où le lait de chèvre espagnol entre massivement dans les fabrications de fromages de mélange. De l'autre, il dépend de l'évolution de la demande des industriels français. En 2014, il avait ainsi atteint des sommets, à 772 € les 1 000 litres, soit près de 100 € de plus qu'en France. L'exceptionnelle conjoncture du lait de vache jusqu'à l'été 2014 et la pénurie des fromages de chèvre en France avaient créé un appel d'air très favorable aux producteurs espagnols. La situation a été plus compliquée en 2015, face à des volumes en très nette hausse. Les opérateurs français sont restés acheteurs, mais la hausse saisonnière de la collecte a permis d'alléger les tensions. Simultanément, la crise du secteur laitier faisait plonger le prix du lait de vache, accentuant la pression sur le lait de chèvre. Ainsi, après avoir démarré l'année au plus haut niveau, le prix du lait de chèvre s'est effondré au pic de collecte, de près de 137 € (-18%) d'une année sur l'autre, à 635 € les 1 000 litres. Il retrouve ainsi le niveau de 2013.

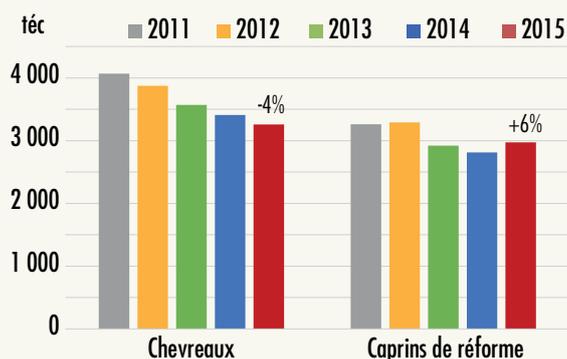
Une nouvelle progression aux Pays-Bas

Le prix du lait a mieux réagi aux Pays-Bas. À 685 € par tonne selon le calcul réalisé par Geiten Houderij (soit 705 € les 1 000 litres), il a progressé de près de 10 € d'une année sur l'autre (+2%). Son évolution semble cependant avoir marqué le pas en cours d'année : après un bond de près de 48 € au 1^{er} trimestre, sa progression a plafonné à 7 € aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres. Il s'est même replié de près de 18 € au 4^{ème} trimestre, signe de l'alourdissement du marché. Il reste cependant à un très haut niveau, près de 79 € au-dessus de 2013. Entre 2010 et 2014, la collecte néerlandaise a connu une croissance régulière de près de 7% par an, soit 10 à 15 millions de litres supplémentaires par an. Au regard de l'évolution du cheptel, il paraît probable que ce rythme de progression se soit maintenu. Cette progression contrôlée a permis de développer les fabrications de fromages (principalement de type gouda de chèvre mais aussi de lactiques) et de répondre à la demande chinoise pour des poudres de lait infantile très bien valorisées. La filière néerlandaise est ainsi moins impactée que l'Espagne par l'évolution de la demande française.

2 PRODUCTION LAIT ET VIANDE

VIANDE CAPRINE

ÉVOLUTION DES ABATTAGES DE CAPRINS

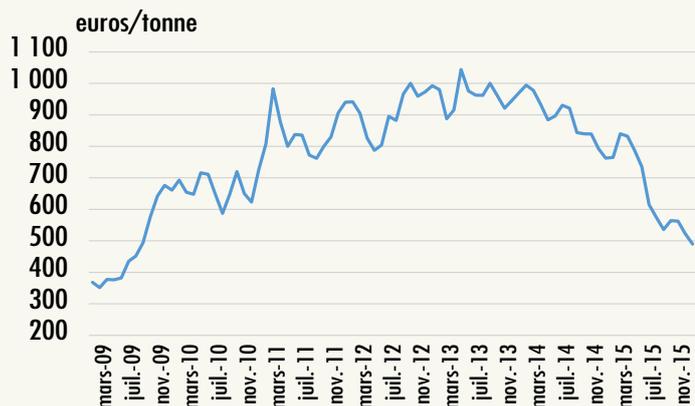


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

Moins de chevreaux, plus de réformes

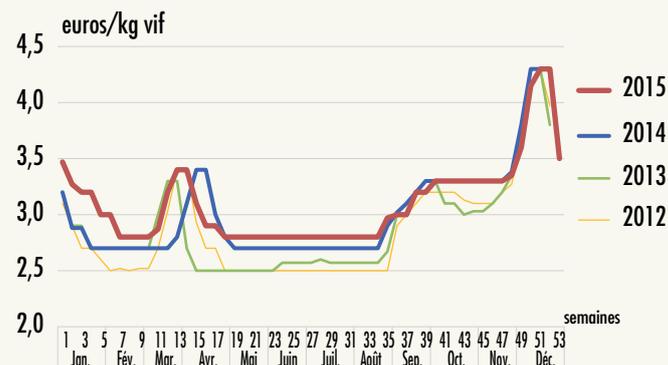
La production française de viande caprine s'est stabilisée en 2015, à 6 220 téc (tonne équivalent carcasse). Néanmoins, elle a connu des dynamiques opposées entre viande de chevreau (52% du total) et de réforme (48% du total). L'année a en effet été marquée par des disponibilités de chevreaux limitantes : d'un côté, la contraction du cheptel de reproductrices a contribué à limiter les naissances, de l'autre, l'amélioration de la conjoncture laitière a impulsé une rétention des chevrettes. La production de viande de chevreau s'est ainsi de nouveau contractée, de 153 téc (-4% /2014), principalement sur la période de Pâques. À l'inverse, les abattages de chèvres de réforme sont repartis à la hausse. À 2 970 téc, ils ont progressé de près de 159 téc (+6% /2014). Mais cette hausse pourrait être de courte durée : en 2014, de nombreux éleveurs avaient limité les réformes afin d'agrandir rapidement leur troupeau et de profiter de l'amélioration de la conjoncture laitière. Ces animaux, peu productifs, sont venus gonfler les effectifs abattus en 2015.

COTATIONS DE LA POUDRE DE LACTOSÉRUM DESTINÉE À L'ALIMENTATION ANIMALE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP et LEI

ÉVOLUTION DU COURS DU CHEVREAU VIF



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les prix plafonnent en période de forte activité et progressent à l'intersaison

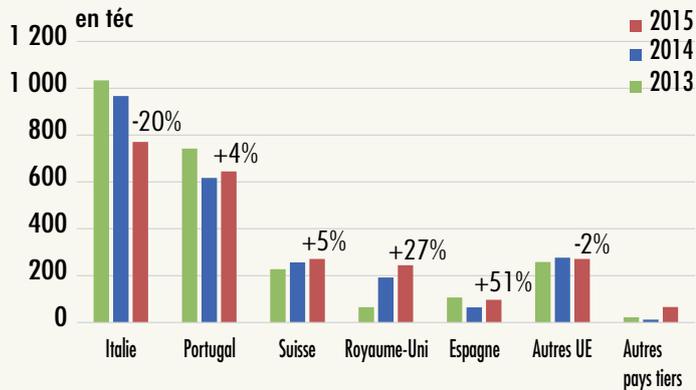
Le prix du chevreau engraisé a plafonné pendant les périodes de fêtes, en dépit des faibles disponibilités. À Pâques, période de forte activité avec près de 30% des abattages sur le mois de la fête, la cotation a rejoint le niveau de 2014 à 3,40 €/kg vif. Par la suite, elle a débuté sa hausse saisonnière fin août pour se positionner à près de 3,30 €/kg vif entre fin septembre et mi-novembre, au même niveau qu'en 2014. Elle a ensuite atteint un pic à 4,30 €/kg vif les deux semaines précédant les fêtes, de façon légèrement décalée par rapport aux années précédentes en raison d'un effet « calendrier » (53 semaines en 2015 contre 52 les années précédentes). La bonne commercialisation de viande de chevreau pendant les périodes de forte activité a permis de maintenir les volumes congelés au plus bas, aboutissant à la hausse de 10 centimes du prix à l'intersaison, à 2,80 €/kg vif.

Les engraisseurs bénéficient de l'allègement des charges

Si le prix du chevreau est resté relativement stable en périodes de forte activité, les engraisseurs ont pu bénéficier de l'allègement des charges en élevage. Le prix de la poudre de lactosérum pour l'alimentation animale (principal poste de charge) s'est effondré, dans le sillage des cours mondiaux des produits laitiers. À 652 €/t en 2015, elle s'est échangée en moyenne 230 € sous le niveau de 2014 (-26%). Dans l'hypothèse où 8 à 9 kg de poudre de lactosérum sont nécessaires pour engraisser un chevreau, cette baisse améliore la marge sur coût alimentaire de près de 2 € par chevreau. Après la dégradation quasi-continue de cette marge entre 2010 et 2013, ce rétablissement de la marge est bienvenu et vient améliorer la situation économique des engraisseurs. Face à l'emballement de la production de lait de vache, il est probable que le prix de la poudre se maintienne à un bas niveau durant l'année 2016.

VIANDE CAPRINE

ÉVOLUTIONS DES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDE CAPRINE PAR DESTINATION



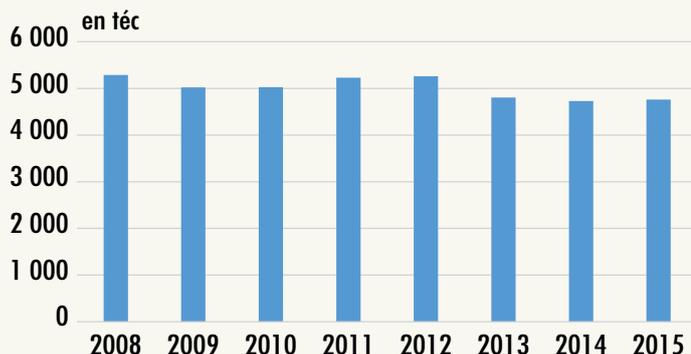
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

VALEUR TOTALE DES EXPÉDITIONS FRANÇAISES DE VIANDE CAPRINE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

CONSOMMATION FRANÇAISE DE VIANDE CAPRINE CALCULÉE PAR BILAN



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Agreste, Eurostat et TradeMap

Repli des expéditions en frais vers l'Italie

À 2 360 téc en 2015, soit 38% de la production, les exportations de viande caprine se sont légèrement repliées, de 1% d'une année sur l'autre (-22 téc). L'Italie, 1^{er} débouché français, a drastiquement diminué ses achats (-20%, soit 196 téc), principalement pendant la période de Pâques. Les autres débouchés ont cependant quasi-intégralement compensé cette baisse des envois vers l'Italie. Le Portugal a conforté sa position de 2^{ème} débouché, avec 645 téc (+4% /2014), soit près de 27% du total. Les expéditions vers cette destination ont l'avantage d'être plus régulières sur l'année, mais sont composées à 57% de viande congelée, moins bien valorisée. La Suisse et le Royaume-Uni ont également augmenté leurs achats à respectivement 271 téc (+5%) et 244 téc (+27%).

Un chiffre d'affaires en progression

À 17,3 millions d'euros, le chiffre d'affaires à l'export des ventes de viande caprine s'est apprécié de près de 1 million d'euros (+6%) d'une année sur l'autre, mais reste toujours inférieur (-17%) au niveau de 2010. L'augmentation de 7% du prix moyen des expéditions a ainsi plus que compensé le recul des volumes commercialisés. Le prix de la viande fraîche a progressé de 6%, à près de 7,5 € par kg éc. Celui de la viande congelée s'est apprécié de 12%, à 7,1 € / kg éc. La part de la viande congelée n'a cessé de progresser ces dernières années, à 37% des expéditions contre 28% en 2010. Parallèlement l'écart de prix entre frais et congelé s'est très nettement réduit : il n'a été que de 5% en 2015 contre quasiment 11% en 2010. L'analyse de l'évolution du prix moyen des ventes reste cependant limitée par l'impossibilité de distinguer la viande de chevreau de celle de réformes dans les codes douaniers.

Des importations très stables

Les importations françaises de viande caprine sont restées remarquablement stables en 2015, à 900 téc. Elles proviennent pour moitié de Nouvelle-Zélande, notamment pour fournir les départements et territoires d'Outre-Mer, et pour 38% d'Espagne.

Une consommation apparente stable

Calculée par bilan, la consommation de viande caprine s'est exactement stabilisée. La demande française a été plutôt bonne pendant les fêtes et a absorbé une part importante des volumes de production. Néanmoins, la commercialisation reste laborieuse à l'intersaison. Avec peu, voire pas de congélation en fin d'année et des disponibilités toujours tendues, le marché de la viande de chevreau devrait bien se tenir à Pâques en 2016. Néanmoins, la date précoce de la fête (27 mars) pourrait poser des problèmes de valorisation des naissances tardives.

3

REVENUS DES EXPLOITATIONS

L'amélioration se poursuit

Le revenu des livreurs spécialisés s'améliore pour la deuxième année consécutive avec la poursuite de la hausse du prix du lait, l'augmentation du litrage produit dans certains élevages et la revalorisation des aides en particulier dans les zones défavorisées. En 2015, les éleveurs retrouvent presque leur niveau de revenu de 2010. Cette amélioration des résultats de l'atelier caprin ne suffit pas à redresser le revenu des systèmes livreurs et cultures de vente, pénalisé par une conjoncture céréalière toujours morose.

Le revenu des fromagers est également en progression avec une conjoncture favorable à la production et la hausse du prix des fromages. Cette tendance est toutefois difficile à confirmer pour les pastoraux, compte tenu des incertitudes qui persistent sur les montants d'aides PAC qui seront réellement perçus. Pour tous les systèmes, la baisse du prix des aliments est plus favorable au revenu, mais la sécheresse estivale a contraint certains éleveurs à des achats supplémentaires.



ESTIMATIONS DES REVENUS 2015

Des écarts qui se resserrent entre systèmes et une disparité toujours marquée intra système

Depuis 2014, on observe une convergence des niveaux de revenus des différents systèmes. En 2015, les résultats courants moyens avant impôts et cotisations sociales (RCAI) de la majorité des systèmes spécialisés et diversifiés sont compris entre 26 500 et 35 100 € par UMO exploitant. Les livreurs du Sud-Est de dimension plus modeste dégagent environ 20 000 € par UMO.

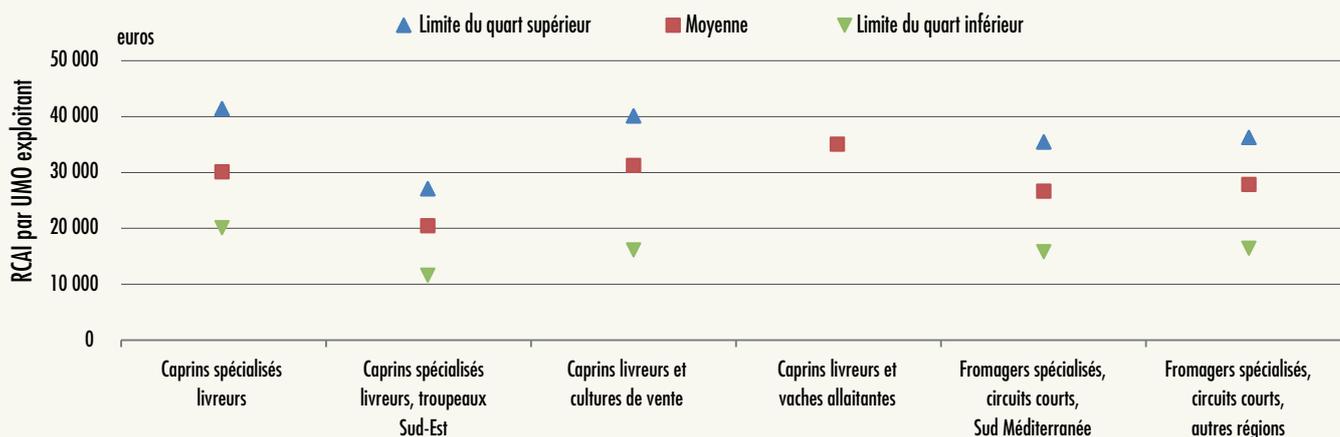
Les écarts de revenu restent importants entre les exploitations d'un même système. Quel que soit le

système d'exploitation, le RCAI par UMO exploitant varie de 1 à 2-2,4 entre le quart inférieur et le quart supérieur. Cette variabilité est toutefois moins importante qu'en période de crise.

La dimension, l'efficacité technico-économique et les investissements récents expliquent les écarts de revenu. En 2015, l'évolution des aides PAC (convergence des soutiens découplés, revalorisation de l'ICHN et disparition de la PHAE) et la sécheresse impactent diversement les élevages et accentuent la variabilité des résultats.

RÉSULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES 2015

Estimation des Résultats Courants Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI) des principaux systèmes caprins et variabilité intra système en 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

EVOLUTION DES REVENUS

Des revenus bien orientés

Depuis 2014, l'amélioration de la conjoncture caprine tire les revenus vers le haut.

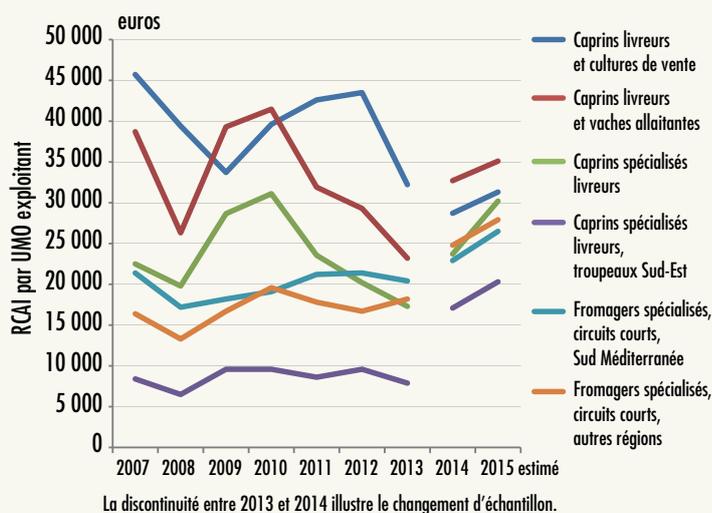
En forte diminution depuis 2011, le revenu des livreurs spécialisés de plaine augmente pour la deuxième année consécutive et retrouve presque son niveau de 2010. Le revenu des livreurs du Sud-Est s'améliore aussi. Il bénéficie en plus de la convergence et de la revalorisation de l'ICHN. Il est toutefois un peu contraint par la sécheresse estivale qui a nécessité des achats d'aliments supplémentaires.

Si les systèmes « livreurs et cultures de vente » et « livreurs et bovins viande » bénéficient aussi de l'embellie sur leur atelier caprin, les conjonctures, bousculée en bovins viande et toujours morose en céréales, limitent l'amélioration de leur revenu. Le revenu des fromagers fermiers est moins sensible aux aléas du marché que celui des livreurs. Sur un échantillon constant entre 2007 et 2013, l'écart de revenu inter annuel est de 20% entre le plus faible et le plus fort revenu moyen dégagé, il monte à 45% pour les livreurs spécialisés.

En 2015, les fromagers ont bien vendu leurs fromages, leur revenu devrait donc s'améliorer mais pour les pastoraux, cette tendance est difficile à confirmer, compte tenu des incertitudes qui persistent sur les montants d'aides PAC qui seront perçus.

RESULTATS DES FERMES DES RESEAUX D'ELEVAGE

Evolution comparée, depuis 2007, du RCAI des principaux systèmes caprins



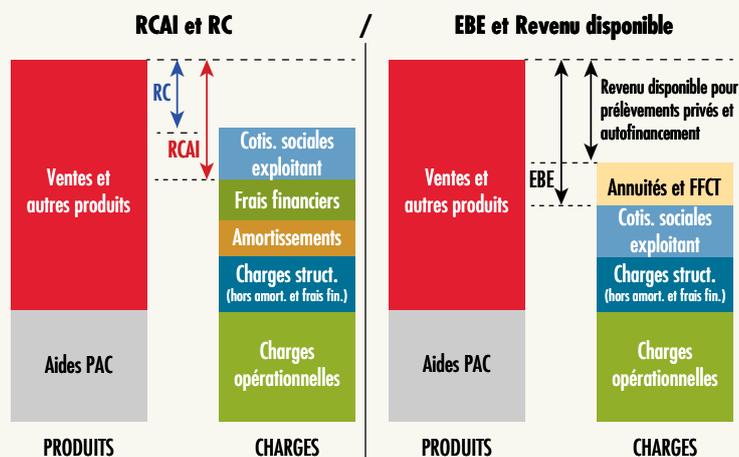
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

CALCUL DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2015

Les estimations des revenus 2015 sont établies à partir d'un panel de 170 exploitations caprines suivies dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage. Des indices de prix et de volumes sont appliqués sur les postes de produits et de charges de l'année 2014 (données observées). L'estimation concerne le résultat courant avant impôts et cotisations sociales (RCAI). Ce résultat est supérieur au revenu disponible (cf. graphique ci-contre) calculé selon l'approche « trésorerie ».

Attention : en raison d'un changement du socle d'exploitations suivies, la série devient discontinue. Les résultats de l'année 2014, base d'estimation pour 2015, proviennent d'un panel d'exploitations sensiblement différentes de celui utilisé en 2013.

INDICATEURS DE RESULTATS



RCAI : résultat courant avant impôts et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

INDICATEURS ÉCONOMIQUES 2014

	Livreurs spécialisés Plaine	Livreurs spécialisés Sud-Est	Livreurs et cultures de vente	Livreurs et vaches allaitantes	Fromagers Sud Méditerranée	Fromagers Autres régions
Nombre d'exploitations	31	17	20	13	49	40
EBE (€/UMO exploitant)	49 900	30 500	47 900	48 900	28 900	32 700
Annuités sur EBE (%)	54%	40%	65%	42%	29%	38%
RCAI (€/UMO exploitant)	24 100	17 400	29 200	32 700	25 000	23 200
Résultat courant (€/UMO exploitant)	18 300	12 900	19 300	24 900	21 000	18 600
Revenu disponible (€/UMO exploitant)	22 500	17 300	20 200	26 800	23 500	20 200

Source : INOSYS Réseaux d'élevage, traitement GEB-Institut de l'Élevage

LEXIQUE

- charges opérationnelles : ensemble des charges liées à la production de l'année (par opposition aux charges de structure).
- charges de structure : ensemble des charges de structure courantes.
- UMO exploitant : unité de main-d'œuvre exploitant, correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation pendant un an.

3 REVENUS DES EXPLOITATIONS LIVREURS SPÉCIALISÉS DE PLAINE

Un revenu qui progresse encore



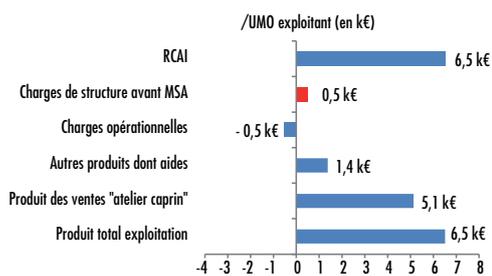
DONNÉES REPÈRES

- 2,3 UMO totales dont 1,5 UMO exploitant
- 65 ha de SAU dont 35 ha de SFP
- 330 chèvres et 279 500 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 31 EXPLOITATIONS

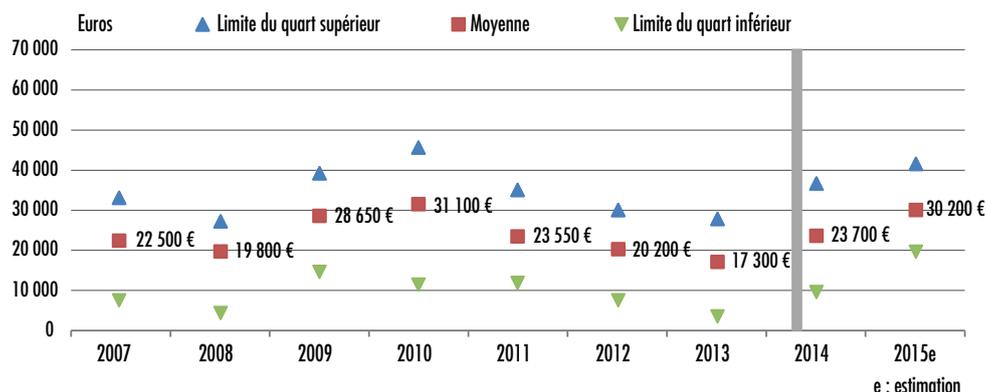


RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

En 2015, le revenu a augmenté avec la poursuite de la hausse du prix du lait, l'augmentation du litrage produit dans certains élevages et la revalorisation des aides en particulier dans les zones défavorisées.

Une diversité de taille de cheptel et de système alimentaire

Ces systèmes spécialisés de plaine sont localisés en régions Centre, Poitou-Charentes et dans le Sud-Ouest. Le produit de l'atelier caprin représente en moyenne 80% du produit total de l'exploitation. Ces élevages détiennent de 140 à 600 chèvres. Au-dessus de 300 chèvres, ils sont pour la plupart employeurs de main-d'œuvre salariée. Les systèmes fourragers de ces élevages sont très divers, du système « hors sol » au système « pâturage » en passant par les systèmes « foin » et « ensilage de maïs ». Le niveau d'autonomie alimentaire est à mettre en relation avec cette diversité de systèmes.

Un prix du lait jamais atteint, des volumes qui évoluent peu

Le prix du lait dépasse les 700 € / 1 000 litres dans de nombreux élevages. L'augmentation de la taille des troupeaux est très modérée. La hausse des volumes livrés a été plus ou moins forte suivant les régions et les systèmes alimentaires. Dans l'Ouest, les livraisons par élevage sont relativement stables. Avec un prix du lait élevé, certains éleveurs ont moins réformé et finalement conservé des chèvres peu productives. Les ensilages de maïs récoltés en 2014 se sont révélés peu efficaces malgré de bonnes valeurs alimentaires. Si les élevages de l'Ouest n'ont pas été touchés par la sécheresse, ceux du Centre et du Sud-Ouest ont récolté moins de fourrage qu'en 2014. Mais les stocks d'avance ont permis à la plupart de ces éleveurs de ne pas acheter de fourrage sur la fin de la campagne. Les foins et ensilages de maïs de 2015 sont de bonne qualité et les lactations démarrent très bien durant l'hiver 2015-2016.

Des prix de concentrés en baisse

Suite à la crise que vient de traverser la filière, des éleveurs sont en train de mettre en place des systèmes alimentaires plus autonomes pour rendre leur système plus résilient. En 2015, les éleveurs ont maintenu les quantités de concentrés distribués et ont bénéficié d'un prix des aliments en repli.

Augmentation des aides

Avec la convergence des aides et la revalorisation de l'ICHN en zone défavorisée, le montant des aides progresse en moyenne de 9%.

Un revenu qui retrouve son niveau de 2010

En 2015 avec un produit qui augmente de 3,5% et des charges stables, le revenu de ces élevages atteint en moyenne 30 000 €/UMO et les trésoreries s'améliorent enfin. Ils ne sont plus que 20% à dégager moins de 20 000 € de RCAI par UMO quand plus de 60% étaient dans cette situation en 2013.

REVENUS DES EXPLOITATIONS LIVREURS SPÉCIALISÉS DU SUD-EST

Un revenu en hausse mais pénalisé
par la sécheresse



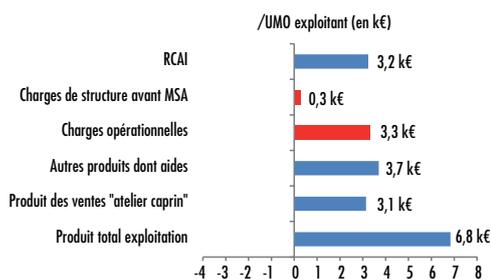
DONNÉES REPÈRES

- 1,8 UMO totales dont 1,7 UMO exploitant
- 52 ha de SAU dont 44 ha de SFP
- 191 chèvres et 143 100 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 17 EXPLOITATIONS

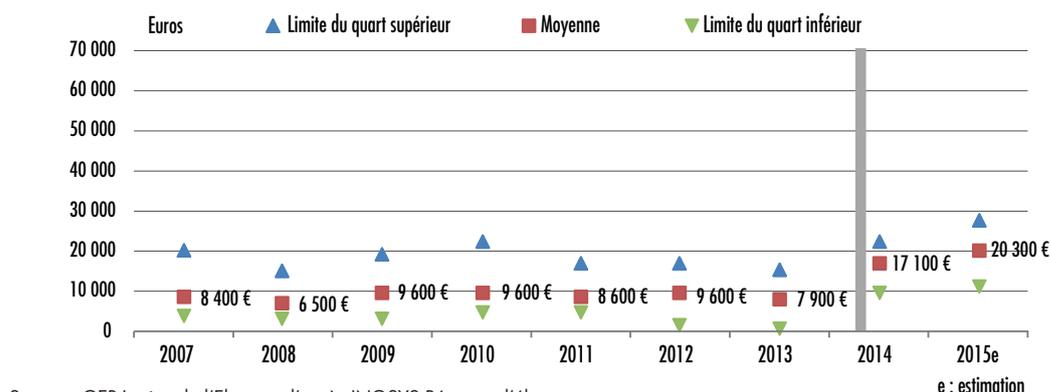


RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAl)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

En 2015, le revenu s'est amélioré avec plus de lait par élevage, un prix du lait en progression et surtout le rééquilibrage des aides et la revalorisation de l'ICHN. Mais la sécheresse estivale a contraint certains éleveurs à acheter fourrages et concentrés.

Des exploitations de dimension moyenne

Ces systèmes sont localisés dans les régions Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) et Languedoc-Roussillon. Ces exploitations le plus souvent familiales détiennent des troupeaux de 100 à 240 chèvres. La forte pression foncière limite les possibilités d'agrandissement. Des systèmes alimentaires sont basés majoritairement sur le pâturage et l'achat de fourrage pour l'hiver. D'autres systèmes reposent sur l'herbe récoltée sous diverses formes. Les quantités de concentrés utilisées restent en général modestes.

La sécheresse pénalise les stocks mais pas la production laitière

Avec une sécheresse estivale marquée à l'exception des secteurs les plus en altitude et d'une partie de la Drôme, les exploitations subissent un déficit fourrager de 20 à 50%. Les éleveurs ont arrêté le pâturage pour distribuer du fourrage en juillet et août voire parfois de mi-juin à mi-septembre. Les maïs ensilage ont beaucoup souffert, surtout avec les restrictions d'irrigation sur pompage en rivière. Sur certaines parcelles, les rendements ont été divisés par deux et les grains ont peu de valeur. Les stocks d'avance ont souvent été consommés pendant l'été et les éleveurs ont entamé leurs stocks 2015 dès septembre. Les stocks achetés sont chers (foins de luzerne à 210-220 €/t, et déshydratée à 270-300 €/t) et le prix des concentrés est en hausse sur l'automne chez la plupart des fournisseurs. Les foins 2015 sont en grande majorité de bonne qualité mais il n'y a souvent pas eu de 2^{ème} coupe.

Les productions laitières sont en général un peu supérieures à 2014 et se sont bien tenues sur l'été avec la mise à disposition de ration hivernale pour compenser le manque d'herbe. En parallèle, la taille des troupeaux a poursuivi sa progression avec 10 à 15 chèvres de plus par élevage.

Une augmentation du produit caprin et des aides chez les herbagers

Le produit caprin s'améliore de 5% avec 2% de plus sur le prix du lait et 3% de plus en moyenne sur le volume de lait livré. Avec la convergence et la revalorisation de l'ICHN, le montant des aides progresse de 12%. Si la PAC est favorable aux herbagers, l'évolution du montant des aides est incertain pour les éleveurs disposant de surfaces boisées. Les charges opérationnelles augmentent de 8% avec les achats d'aliments pour faire face à la sécheresse. Au final, le résultat courant augmente de 3 200 € par UMO exploitant et dépasse le seuil des 20 000 €.

3 REVENUS DES EXPLOITATIONS LIVREURS ET CULTURES DE VENTE

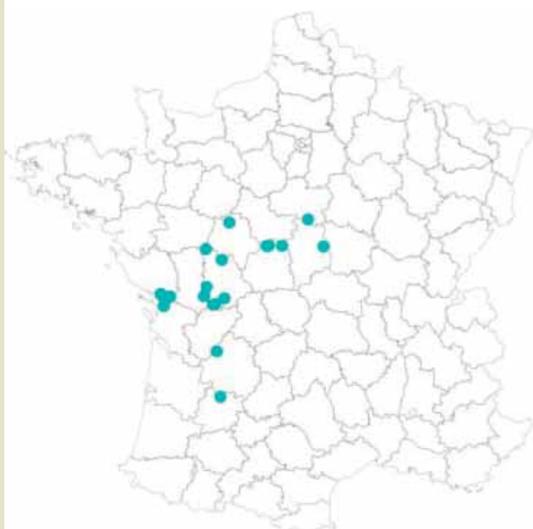
Faible évolution du revenu



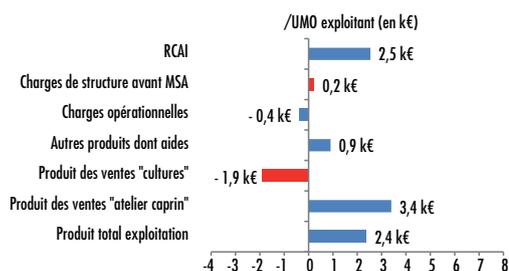
DONNÉES REPÈRES

- 2,5 UMO totales dont 1,9 UMO exploitant
- 130 ha de SAU dont 99 ha de cultures de vente
- 297 chèvres et 238 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 20 EXPLOITATIONS

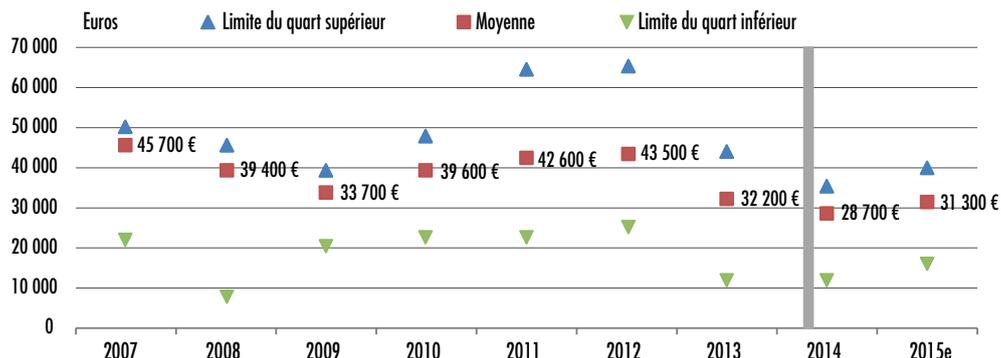


RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

Avec une conjoncture céréalière toujours morose, le revenu des exploitations « livreurs et cultures de vente » évolue peu. Une éventuelle augmentation est fonction de l'importance de l'atelier caprin qui, lui, se porte bien.

Pas d'embellie pour l'atelier cultures de vente

D'après les données du recensement agricole 2010, près de 30% des livreurs sont en système caprins et cultures de vente. Ces grandes exploitations sont majoritairement localisées dans les régions de polyculture élevage de Poitou-Charentes, du Centre Val de Loire et également dans le Sud-Ouest. Le produit de l'atelier cultures de vente représente en moyenne 30% du produit hors aides.

En 2015, les cultures d'hiver ont profité de bonnes conditions climatiques à l'implantation et au printemps. Les rendements ont été particulièrement élevés en blé tendre et en blé dur. Le rendement du colza a été stable. La chaleur et la sécheresse du début de l'été ont pénalisé le développement du maïs grain. Les prix des céréales et protéagineux stagnent, ceux du maïs grain et du colza sont mieux orientés et le prix des protéagineux continue à diminuer.

Au final, le produit de l'atelier se maintient tout juste en moyenne. Il varie en fonction de la localisation de l'exploitation et de la nature de son assolement.

Stabilité des aides sauf en zone défavorisée

Le produit des ventes de lait a progressé en moyenne de près de 3,5% alors que celui des ventes de cultures a diminué de 1,5%. Avec la convergence et la revalorisation de l'ICHN, les aides PAC augmentent en moyenne de 1 600 €/UMO. Cette moyenne masque deux situations :

- les exploitations en zone de plaine voient leur niveau d'aides peu évoluer,
- les exploitations en zone défavorisée enregistrent une augmentation des aides de 10 à 15% en moyenne.

Avec la mise en place de la nouvelle aide couplée aux surfaces produisant des protéines, des éleveurs souhaitant développer l'autonomie de leur élevage ont implanté davantage de luzerne.

Un revenu qui évolue peu

Avec des charges en léger repli, le revenu courant augmente de près de 9% et s'établit à 31 300 €/UMO. Il est très proche du revenu des élevages spécialisés qui, lui s'est considérablement amélioré. Ces élevages conservent toujours davantage de marges de manœuvre (équilibre entre les ateliers, autonomie alimentaire) que les plus spécialisés pour améliorer la situation.

3 REVENUS DES EXPLOITATIONS

LIVREURS ET BOVINS VIANDE

L'amélioration du produit caprin compense la baisse de produit bovin



DONNÉES REPÈRES

- 2,3 UMO totales dont 2 UMO exploitant
- 93 ha de SAU dont 71 ha de SFP
- 291 chèvres et 238 600 litres de lait vendus
- 90 UGB viande dont 51 vaches allaitantes

LOCALISATION DES 13 EXPLOITATIONS



Grâce aux meilleurs résultats de l'atelier caprin et des aides en augmentation, le revenu se maintient malgré la mauvaise tenue du produit de l'atelier « viande bovine ».

Une mixité diverse

D'après les données du recensement agricole 2010, 22% des livreurs sont en système caprins et bovins viande. Au sein des réseaux d'élevages, ces exploitations sont situées dans l'Ouest et le Sud-Ouest de la France. Les systèmes mixtes « caprins et bovins viande » sont divers quant à l'équilibre des deux ateliers. En 2014, le produit bovins viande représente entre 15 et 40% du produit de ces exploitations. Dans des structures sociétaires, on trouve deux ateliers de dimension importante. Dans d'autres exploitations, l'élevage caprin est prédominant et les vaches valorisent des prairies naturelles souvent éloignées et consomment les refus des chèvres. Dans ces structures, si les bovins valorisent les ressources fourragères de l'exploitation, l'atelier caprin est souvent peu autonome.

L'atelier caprin et la mise des aides permettent le maintien du produit d'exploitation

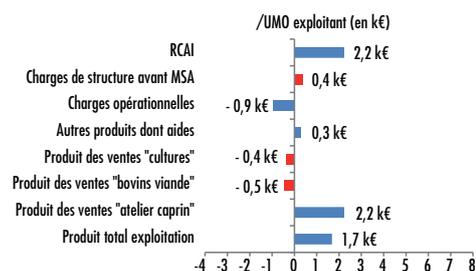
Dans ces exploitations, le produit de l'atelier bovins viande diminue de près de 1 000 €/UMO. Avec la baisse du prix des vaches de réforme, des génisses et broutardes et des taurillons et la stabilité du prix des broutards, le produit de l'atelier viande diminue davantage chez les naisseurs engraisseurs que chez les naisseurs.

Le produit de l'atelier cultures de vente est aussi à la baisse, environ moins 6% dans les exploitations concernées.

La plupart des exploitations enregistrent une augmentation du montant des aides. La revalorisation de l'ICHN fait plus que compenser la diminution de la prime à la vache allaitante et la convergence défavorable aux systèmes les plus intensifs.

L'amélioration du prix du lait et l'augmentation des volumes livrés assurent au final un peu plus que le maintien du produit total des exploitations.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES 2014 ET 2015

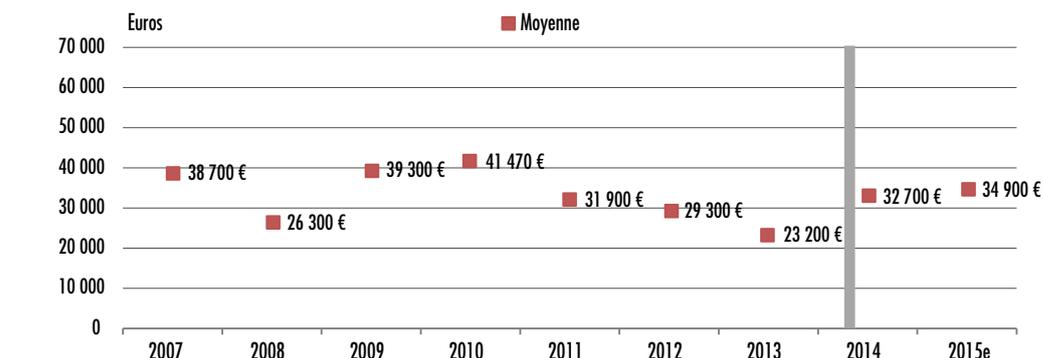


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Des évolutions contrastées

Avec des charges en léger retrait, le résultat courant avant impôts progresse de 2 200 €/UMO. Ce résultat moyen masque une grande disparité avec des évolutions de revenus variant de moins 8 à plus 18% selon le poids des différents ateliers et l'évolution du montant des aides. La taille réduite de l'échantillon n'autorise pas une analyse par quartile comme pour les autres systèmes.

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAl)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

3 REVENUS DES EXPLOITATIONS FROMAGERS, SUD MEDITERRANEE

Incertitudes sur le montant des aides et donc sur l'évolution du revenu



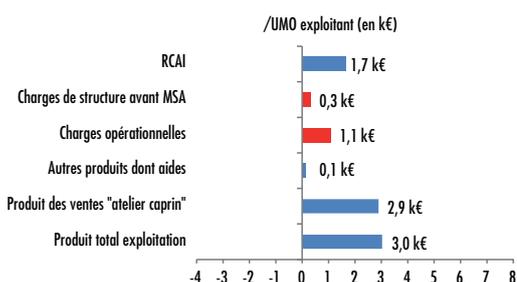
DONNÉES REPÈRES

- 2,2 UMO totales dont 1,6 UMO exploitant
- 11 ha de SAU et 82 ha de parcours
- 70 chèvres et 33 400 litres de lait transformés et vendus

LOCALISATION DES 49 EXPLOITATIONS

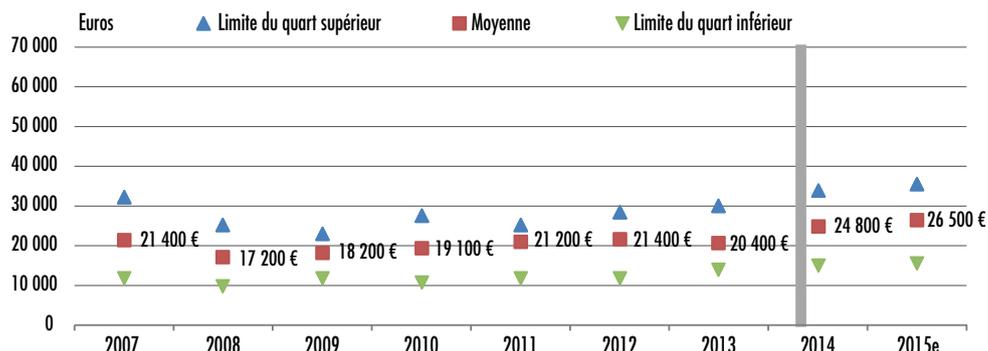


RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAl)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

REVENUS DES EXPLOITATIONS FROMAGERS, AUTRES RÉGIONS

Une conjoncture favorable pour un revenu à la hausse



DONNÉES REPÈRES

- 2,6 UMO totales dont 1,8 UMO exploitant
- 32 ha de SAU dont 23 ha de SFP
- 106 chèvres et 75 200 litres de lait transformés et vendus

LOCALISATION DES 40 EXPLOITATIONS



L'augmentation du prix des fromages et des volumes et l'augmentation des aides avec la convergence et la revalorisation de l'ICHN assurent une amélioration du revenu.

Une amélioration récente de la valorisation

Ces exploitations sont localisées dans les régions Centre, Rhône-Alpes et Sud-Ouest. Elles transforment environ 60 000 litres et emploient de la main-d'œuvre salariée. La valorisation du litre de lait s'établit à environ 2 € et a récemment progressé. Face à la raréfaction des produits suite à la crise que vient de traverser la filière et à des consommateurs toujours demandeurs, les fromagers ont pour la plupart augmenté le prix de leurs fromages, en particulier ceux vendus en GMS. Il semblerait qu'avec la crise de la filière, les éleveurs aient passé plus facilement des hausses de prix auprès de leurs clients. Si les systèmes alimentaires sont divers, allant du pâturage au système hors sol, la plupart de ces élevages ont une conduite intensive de leur troupeau.

Une sécheresse qui ne pénalise pas la production

Avec une sécheresse estivale marquée, les éleveurs de ces régions ont entamé leurs stocks d'avance. Dans le Centre et le Sud-Ouest, ces stocks ont permis de ne pas acheter de fourrages. Dans le Sud-Est et à l'est de la région Centre, les éleveurs ont eu recours aux achats de foin et/ou déshydratés. Avec un climat plutôt favorable à la chèvre, les productions laitières ont été en général un peu supérieures à celles de 2014.

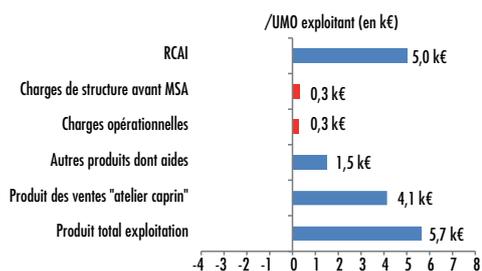
Bonne campagne de commercialisation

Cette année encore, les fromagers n'ont pas rencontré de souci de commercialisation malgré quelques perturbations. Les ventes de mai ont été plus compliquées avec la multitude de ponts sur les marchés du vendredi, samedi et dimanche, surtout dans les grandes villes. Dans le Sud-Est, la canicule a perturbé les ventes de juillet. Mais elles ont bien repris par la suite. En Ardèche, par exemple, les éleveurs n'avaient plus de stocks à la fin de l'été. Et les éleveurs ont manqué de fromages comme d'habitude en fin d'année.

Sanitaire, l'épée de Damoclès

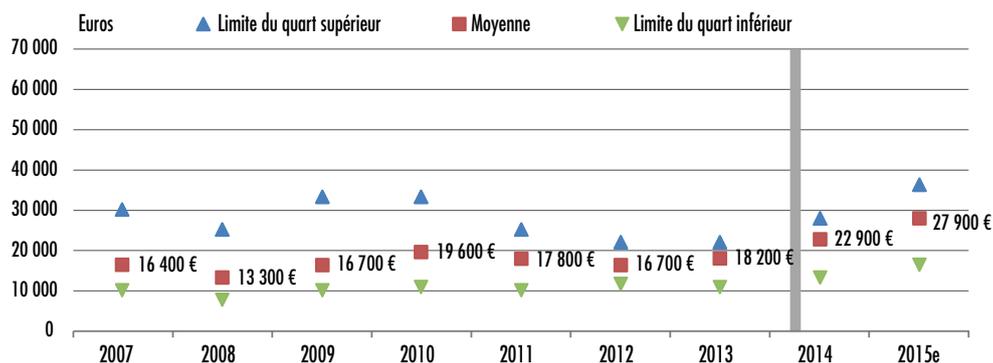
En synthèse, les ventes de produit de l'atelier caprin progressent de 5% et les aides de 20% avec la convergence des aides et surtout la revalorisation de l'ICHN. Avec le repli du prix des aliments achetés, le montant des charges opérationnelles augmente d'à peine 2% malgré les achats supplémentaires chez les éleveurs les plus touchés par la sécheresse. En 2015, le revenu de ces exploitations s'améliore de près de 9% et atteint près de 28 000 €/UMO. Aujourd'hui, ces exploitations qui n'ont pas de souci de commercialisation, sont plutôt préoccupées par les questions sanitaires (STEC, listeria...) qui chez certains ont pénalisé fortement le revenu.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

4

FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS

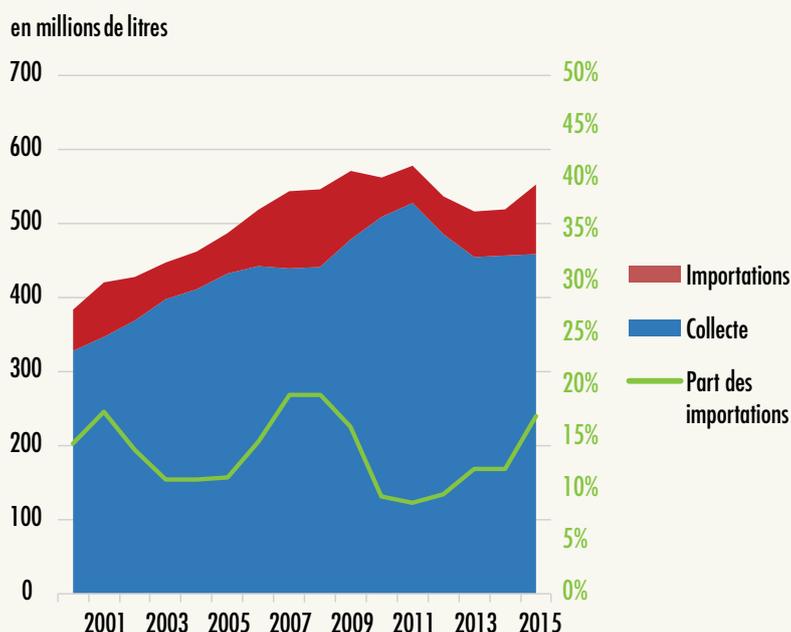
Les fabrications tirées par une consommation dynamique

L'approvisionnement des industriels français a très nettement progressé en 2015, essentiellement grâce à des importations très importantes. L'intégralité des disponibilités supplémentaires a été transformée, pour répondre à une demande française très dynamique en fromages de chèvre mais aussi en laits conditionnés et en produits ultra-frais. La revalorisation des produits caprins, en cours depuis fin 2013, semble cependant avoir atteint un plafond, montrant même des signes d'essoufflement en fin d'année. Mais le faible niveau de stock début 2016 témoigne d'une tension persistante qui devrait être favorable à la filière.



APPROVISIONNEMENT EN LAIT DE CHÈVRE

APPROVISIONNEMENT DES OPÉRATEURS EN LAIT DE CHÈVRE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

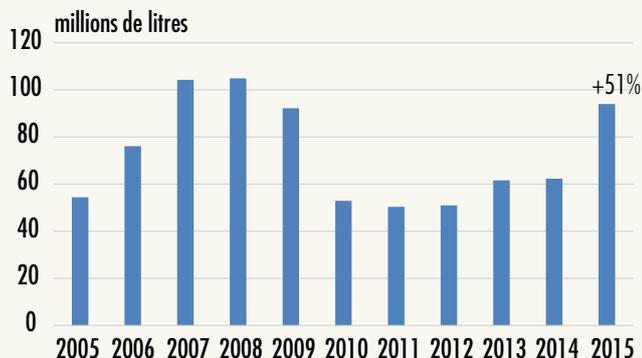
Un approvisionnement en très nette progression

Après deux années de stagnation, l'approvisionnement en lait de chèvre des industriels (collecte et importations) a progressé de près de 34 millions de litres (+6% /2014), à 552 millions de litres. La collecte française est restée stable d'une année sur l'autre, mais les importations ont très nettement progressé. En 2015, elles ont fourni près de 17% de l'approvisionnement des industriels, contre seulement 10% entre 2010 et 2014.

Malgré cela, le volume de lait absorbé par les opérateurs n'a dépassé que d'1% le niveau moyen de 2007 à 2008, période marquée par le manque de lait de chèvre. Et il reste très en-deçà du niveau record atteint entre 2009 et 2011, lors de la crise caprine, qui avait vu les stocks de produits de report s'alourdir. En outre, les importations supplémentaires n'ont pas abondé les stocks : l'intégralité a été transformée pour répondre à une demande bien orientée.

IMPORTATIONS ET STOCKS

ÉVOLUTION DES IMPORTATIONS DE PRODUITS INTERMÉDIAIRES

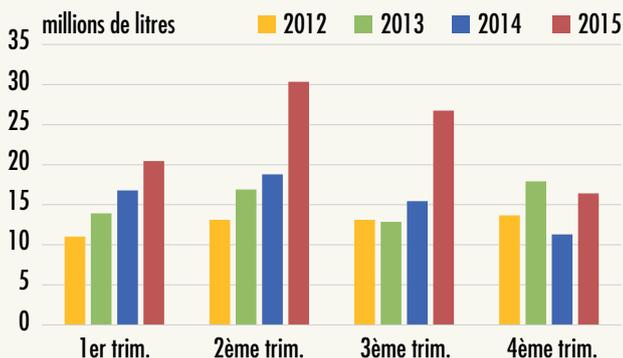


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Recours accru aux importations

Alors qu'elles n'avaient pas progressé en 2014, faute de disponibilités chez nos voisins européens, les importations de produits de report caprins ont bondi de 51% /2014 (+32 millions de litres), à 94 millions de litres en 2015, seulement 11 millions de litres sous le niveau historique de 2008. Les achats ont triplé sous forme de caillé congelé (60% des importations) et plus modestement en lait vrac (+12%). Ils ont en revanche reculé sous forme de lait concentré (-69%). S'il est difficile de connaître avec précision la provenance des importations, la hausse très importante des disponibilités espagnoles, à un niveau de prix plus avantageux qu'aux Pays-Bas, laisse peu de doute sur le poids pris par la péninsule ibérique. Il n'est pas exclu par ailleurs que le développement d'une collecte en Roumanie, bien qu'encore marginale, puisse générer de nouveaux flux.

IMPORTATIONS DE PRODUITS DE REPORT CAPRINS

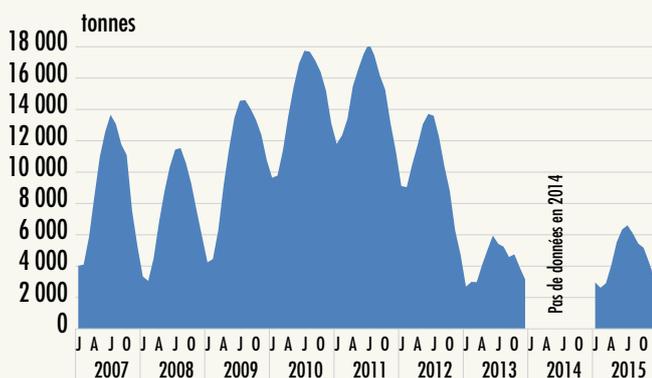


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Des achats très importants en période de prix bas

Au 1^{er} trimestre, période de creux de collecte et de prix encore élevés en Espagne, les importations ont progressé, mais de façon plus mesurée que pendant le reste de l'année. Elles ont augmenté de 3,7 millions de litres (+22% /2014), à 20,5 millions de litres. Néanmoins, l'accélération de la collecte espagnole au pic du 2^{ème} trimestre (+30% /2014), s'est assortie d'une baisse du prix du lait comprise entre 20 et 23%. Les opérateurs français ont alors accru leurs achats, de 11,5 millions de litres au 2^{ème} comme au 3^{ème} trimestre, soit respectivement 61% et 73% de plus qu'en 2014. Au 4^{ème} trimestre, période de creux de collecte en Espagne et de prix élevés, les achats ont fortement ralenti (16,4 millions de litres), même s'ils sont restés 45% au-dessus du faible niveau de l'automne 2014.

ÉVOLUTION DES STOCKS DE PRODUITS DE REPORT CAPRINS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

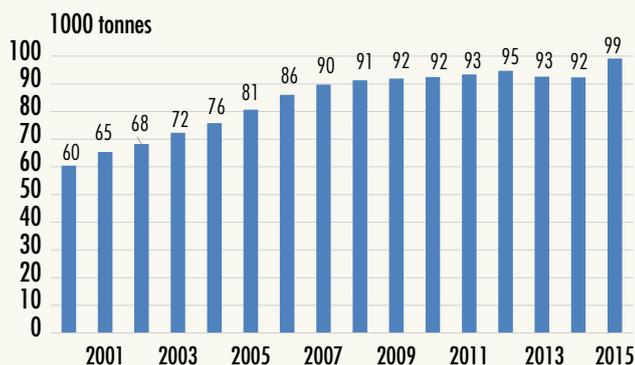
Des stocks de produits de report toujours au plus bas

La constitution de stocks de produits de report a pour objectif de maintenir les fabrications stables tout au long de l'année, en dépit de la saisonnalité de la production. Elle se fait principalement aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres, au pic de collecte, pour une utilisation en fin d'année. En 2015, malgré l'accroissement des volumes de lait absorbés par les industriels, les stocks de produits de report sont restés très faibles : les volumes de lait supplémentaires ont quasi-intégralement été transformés. Au point culminant de juin, ils ont atteint 6 300 tonnes, dépassant de 6,5% le niveau de 2013 mais encore très largement en-dessous du niveau plus normal connu entre 2000 et 2008 (10 000 tonnes en juin). En outre, à 3 240 tonnes fin décembre, les stocks ont terminé l'année au plus bas niveau. Les opérateurs français disposent ainsi de marges encore confortables pour absorber des volumes de lait supplémentaires.

4 FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS

FABRICATIONS DE FROMAGES DE CHÈVRES

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS INDUSTRIELLES DE FROMAGES DE CHÈVRE

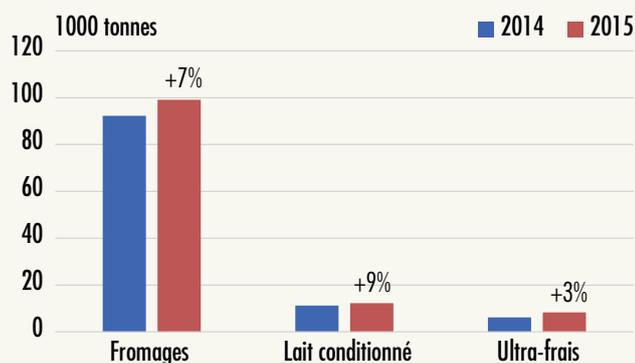


Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après FranceAgriMer

Nouveau record de fabrications de fromages

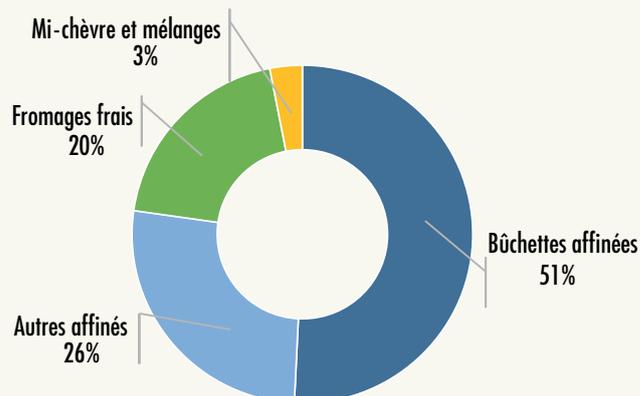
L'intégralité des surplus de collecte a été transformée pour répondre à une demande toujours dynamique. En 2015, les fabrications industrielles de fromages ont ainsi atteint un nouveau record à près de 99 000 tonnes. Elles ont bondi de 7 000 tonnes d'une année sur l'autre (+7% /2014) et dépassé de 4 000 tonnes le précédent record de 2012. Cette hausse des fabrications a ainsi gommé les effets de deux années de ventes limitées par le manque de disponibilités : elles ont rejoint un niveau correspondant à l'évolution tendancielle de la demande connue depuis 2008, à savoir 1% par an en moyenne. Elles devraient évoluer plus « normalement » en 2016.

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS INDUSTRIELLES DE PRODUITS CAPRINS



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après FranceAgriMer et Agence Bio

RÉPARTITION DES TYPES DE FROMAGES INDUSTRIELS FABRIQUÉS EN 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après FranceAgriMer

Forte progression des bûchettes de chèvre

Les fabrications de bûchettes affinées ont davantage progressé que les autres types de fromages. À 50 300 tonnes en 2015, elles ont bondi de près de 4 400 tonnes (+10% /2014), soit les 2/3 de la hausse totale des fabrications de fromages de chèvre. Elles constituent le segment majoritaire, avec plus de la moitié des volumes totaux. Une partie de ces bûchettes est bien valorisée, mais c'est sur ce segment que s'étaient développées les références commercialisées à bas prix, responsables de la dévalorisation des produits caprins et premières impactées par la baisse des disponibilités. Les autres fromages affinés (crottins, pyramides...) ont progressé dans une moindre mesure, de même que les fromages frais (20% des fabrications). Les fabrications de fromages mi-chèvre ou aux laits de mélange restent marginales.

Diversification des fabrications

Le lait de chèvre est quasi-intégralement transformé en fromages, produit emblématique qui absorbe près de 93% des disponibilités exprimée en Matière Sèche Utile (MG + MP). Néanmoins, les laits conditionnés et les ultra-frais, bien qu'encore très minoritaires, connaissent un succès grandissant depuis quelques années. Les fabrications de laits conditionnés ont progressé de 9% en 2015, à plus de 12 millions de litres. Les fabrications d'ultra-frais à base de lait de chèvre (yaourts, laits fermentés, desserts lactés...) ont bondi de 33% /2014 à 8 300 tonnes en 2015. En outre, les opérateurs multiplient les lancements de produits ultra-frais, dont le potentiel de croissance semble encore important. Si 99% des ménages français ont acheté des yaourts en 2015, seulement 10,5% en ont acheté au lait de chèvre.

FABRICATIONS SOUS SIGNES OFFICIELS DE QUALITE

LES FROMAGES DE CHÈVRE COMMERCIALISÉS SOUS APPELLATION D'ORIGINE PROTÉGÉE EN 2014



Source : GEB-Institut de l'élevage d'après INAO et CNAOL
Cartographique Cartes & Données- © Articaque

6 471 tonnes en 2014,

C'est le volume de fromages de chèvre commercialisé sous Appellation d'Origine Protégée, en progression de 2% /2013.

L'univers des AOP caprins se compose de 14 fromages. Les 5 AOP du Centre, 60% des volumes commercialisés sous AOP, ont évolué de façon contrastée. Le Ste Maure de Touraine a gardé la tête du classement avec près de 24% des volumes. À 1 523 tonnes, ses fabrications ont bondi de près de 8% d'une année sur l'autre. Le Selles-sur-Cher a progressé dans une moindre mesure, à 973 tonnes (+1% /2013), alors que les autres AOP du Centre ont reculé, de 3% pour le Valençay et de près de 8% pour le Pouligny-St-Pierre et le Crottin de Chavignol. Dans les autres régions, le Rocamadour, seconde AOP caprine avec 1 123 tonnes, a poursuivi sa progression (+2% /2013). Le Picodon s'est replié de 2%, à 470 tonnes et le Chabichou du Poitou a progressé de quasiment 7%, à 403 tonnes. Les AOP les plus récentes, Chevrotin, Banon, Mâconnais, Charolais et Rigotte de Condrieu, aux volumes plus réduits, ont toutes connu une progression en 2014.

Les AOP poursuivent leur progression en GMS en 2015

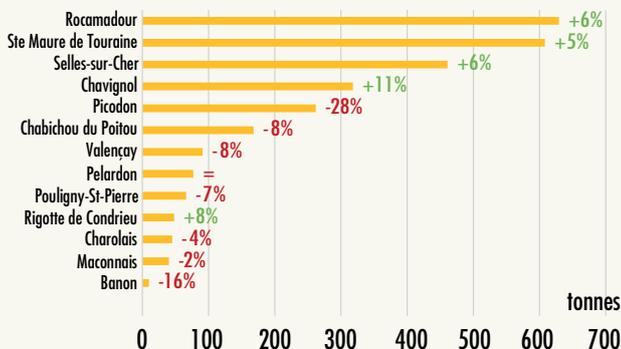
La majorité des fromages AOP est commercialisée dans les circuits spécialisés dont les évolutions sont difficiles à évaluer. Ceux commercialisés dans le rayon libre-service des GMS, débouché qui absorbe 45% des fabrications totales de fromages AOP, sont mieux suivis grâce au panel IRI-CNIEL. En 2015, leurs ventes sont restées remarquablement stables, à 2 823 tonnes, malgré des évolutions contrastées. À 22,95 €/kg, leur prix moyen de vente s'est apprécié de 3%, plus que pour l'ensemble des fromages de chèvre (+0,6% /2014). Le prix varie du simple au double entre la Sainte Maure de Touraine, à 19 €/kg, et le Banon, à 41 €/kg. En 2015, toutes les AOP caprines ont bénéficié de hausse de tarif, à l'exception du Crottin de Chavignol (-2% /2014).

Le « bio », toujours en croissance

En 2014, 762 exploitations caprines étaient certifiées « bio », soit 40 de plus qu'en 2013 (+6%). Le cheptel a progressé au même rythme, totalisant 42 300 chèvres. Le troupeau moyen est ainsi resté stable, à 58 chèvres par exploitation. La production de lait « bio » est majoritairement réalisée dans des exploitations fermières. Selon Agreste, 73% des exploitations caprines « bio » déclarent transformer directement sur la ferme.

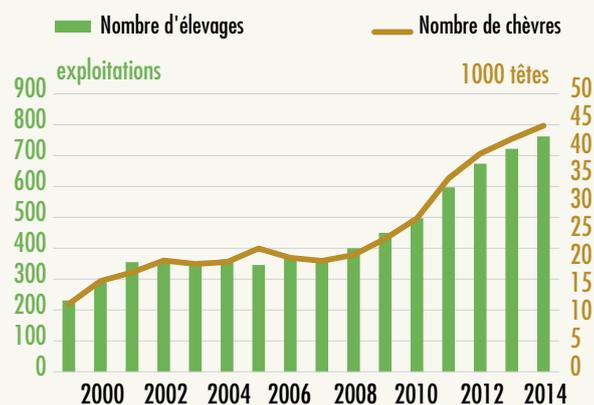
Néanmoins, l'utilisation industrielle de lait « bio » progresse : à près de 4,1 millions de litres en 2014, soit seulement 1% de la collecte totale de lait de chèvre, elle a doublé sur les 5 dernières années. En outre, malgré l'absence de données de collecte en 2015, la dynamique semble se poursuivre : selon FranceAgriMer, les fabrications industrielles de fromages de chèvre « bio » ont progressé de 12% /2014, à 990 tonnes. Elles sont composées à 53% de fromages affinés (+5% /2014) et à 47% de fromages frais, en très nette progression (+20% /2014).

LES VENTES DE FROMAGES AOP EN LIBRE-SERVICE ET LEUR ÉVOLUTION EN 2015 PAR RAPPORT A 2014



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après IRI-CNIEL

ÉVOLUTION DU CHEPTEL ET DU NOMBRE D'ÉLEVAGES CERTIFIÉS « BIO »

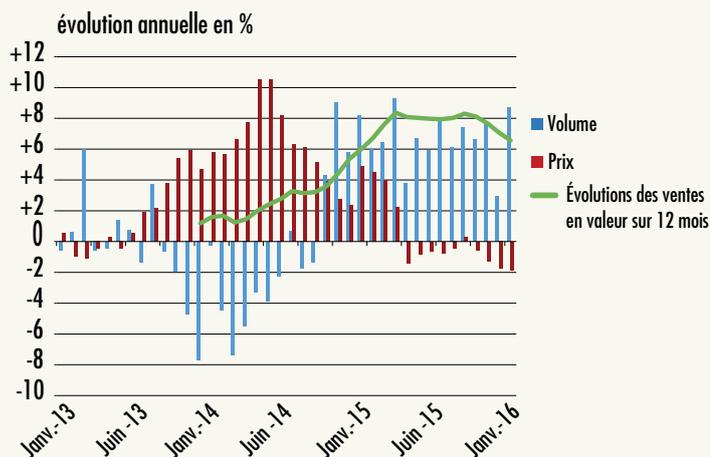


Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après FranceAgriMer et Agence Bio

4 FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS

DÉBOUCHÉS DES PRODUITS CAPRINS

ÉVOLUTION DES VENTES ET DU PRIX DES FROMAGES DE CHÈVRE EN LIBRE-SERVICE DES GMS (DRIVE INCLUS)

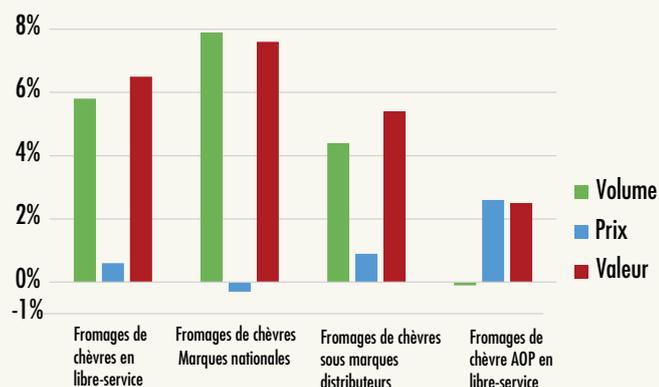


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après IRI-CNIEL

Des ventes très dynamiques...

Après avoir chuté en 2014 faute de disponibilités, les ventes de fromages de chèvre ont très nettement repris en 2015, malgré un prix en hausse. Selon le panel IRI-CNIEL, les volumes vendus dans le rayon libre-service des GMS (principal débouché) ont progressé de 6,5% /2014. Les ventes de fromages affinés ont bondi de 6,6%, tirées par les bûches et bûchettes (+7,4%) qui pèsent pour près de 60% des volumes totaux commercialisés. Les ventes de fromages frais (15% du total) ont moins progressé (+4%). Les fromages commercialisés sous marques nationales (38% des ventes) ont bondi de près de 8%, contre seulement 4% pour les marques distributeurs (51% des ventes).

ÉVOLUTION DES VENTES DE FROMAGE DE CHÈVRE EN 2015 PAR RAPPORT À 2014



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après IRI-CNIEL

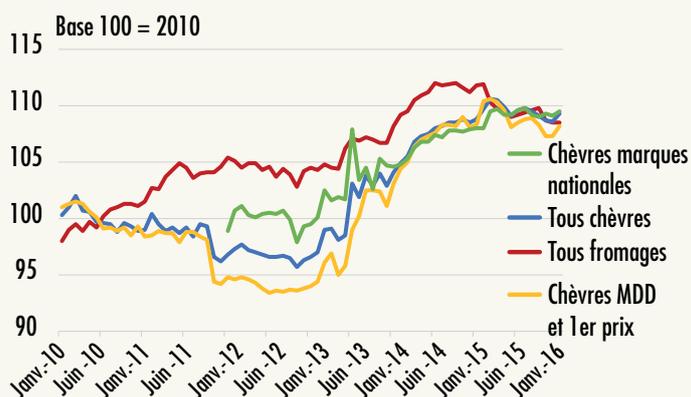
...mais un prix de vente au consommateur qui flanche pour les marques nationales...

À l'inverse, alors que le prix moyen de vente progressait très nettement en 2014, conséquence de la revalorisation des produits caprins, il a plafonné en 2015. Certes à 11,74 € / kg en moyenne, il s'inscrit dans une dynamique haussière sur l'année (+0,6% /2014), mais après une hausse comprise entre 2,5% à 5% entre janvier et avril, il n'a cessé de s'éroder sur le reste de l'année. Relativement faible dans un 1^{er} temps, la baisse du prix de vente s'est amplifiée en novembre (-1%) et décembre (-1,7%). Ce recul du prix de vente est imputable d'un côté à la reprise des ventes de bûchettes moins chères, mais aussi au recul du prix moyen des fromages commercialisés sous marques nationales à partir d'avril. Au bilan sur l'année, leur prix moyen a ainsi reculé de 0,3% (11,91 €/kg), contre une hausse de 0,9% pour les MDD (10,15 €/kg).

...malgré des prix de vente industriels plutôt bien orientés

Cette baisse du prix de vente au consommateur témoigne de la guerre des prix que se livre la grande distribution. En 2015, elle s'est faite sans réelle dégradation du prix de vente sortie usine. Les tensions sur l'approvisionnement avait en effet permis aux opérateurs d'obtenir des hausses de prix lors des négociations de début d'année. À 109,5 de moyenne annuelle selon l'INSEE, l'indice des prix de vente industriels (PVI) des fromages de chèvre a ainsi de nouveau progressé de 2% /2014, pour les marques nationales (MN) comme pour les marques distributeurs (MDD), alors qu'il s'est plutôt replié pour les fromages de vache (-0,9%). Cette hausse est cependant plus modeste qu'en 2014 (+7% /2013) et 2013 (+4% /2012). Par ailleurs, la pression des distributeurs s'est accentuée en fin d'année. L'indice des PVI s'est stabilisé en novembre et décembre sous l'effet de la dégradation du prix sortie usine des fromages commercialisés sous MDD et 1^{er} prix. Le faible niveau des stocks de produits de report en fin d'année, témoin d'une tension persistante sur l'approvisionnement du marché, devrait cependant permettre aux opérateurs de conserver une position sereine dans les négociations.

ÉVOLUTION DES INDICES DES PRIX DE VENTE INDUSTRIELS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INSEE et SSP

BILAN ET PERSPECTIVES



INDICES DES PRIX DU LAIT AU PRODUCTEUR, DES PRIX DE VENTE INDUSTRIELS (PVI) ET IPAMPA (100 EN 2010)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INSEE et SSP

Les indicateurs se maintiennent au vert

La bonne situation économique de la filière caprine s'est confortée en 2015. Les indicateurs économiques de la filière permettent d'appréhender l'avenir positivement. L'indice des Prix de Vente Industriels (PVI) a de nouveau progressé de 2% en moyenne sur 2015, signe d'une nouvelle amélioration de la valorisation des produits caprins. De même, le prix du lait de chèvre a de nouveau progressé (+2% /2014) pour la 3^{ème} année consécutive, bien que de façon moins prononcée que les années précédentes. Il a atteint un niveau record, près de 12% au-dessus du niveau de 2010. Simultanément, les charges ont poursuivi leur lente érosion après avoir atteint des sommets début 2013. L'Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole (IPAMPA) a reculé de 4% en 2015, mais reste 11% au-dessus du niveau de 2010. La marge des éleveurs doit cependant être sauvegardée, voire améliorée afin de reconstruire les trésoreries et de relancer les installations. Le nombre d'éleveurs encore en difficulté est important et le renouvellement des générations constitue un défi majeur pour maintenir une production française de lait de chèvre.

PERSPECTIVES 2016 : UNE REPRISE FRAGILE DE LA COLLECTE

Démarrage positif en janvier

Amorcée au 4^{ème} trimestre 2015, la reprise de la croissance de la collecte s'est poursuivie en janvier 2016, avec une progression de près de 6% des livraisons selon FranceAgriMer. Cette évolution positive se déroule cependant au creux saisonnier et ne présage pas forcément une franche reprise de la production en 2016. Elle découle en premier lieu du phénomène de désaisonnalisation de la production en cours depuis 2013. Il semble probable que le rythme de progression de la collecte ralentisse au 2^{ème} trimestre lors du pic saisonnier. D'autant que le cheptel de femelles s'est de nouveau contracté en 2015, limitant le potentiel de production.

Une collecte tirée par l'amélioration des performances

Malgré cette contraction du cheptel, l'amélioration des performances laitières devrait booster la collecte en 2016. En 2014, de nombreuses chèvres peu performantes avaient été gardées pour agrandir rapidement les troupeaux. Elles ont aujourd'hui été réformées et les troupeaux sont composés de davantage de jeunes chèvres plus productives, en 2^{ème} ou 3^{ème} lactation. Par ailleurs, les stocks fourragers sont de bonne qualité, malgré des quantités limitées dans les régions particulièrement touchées par la sécheresse estivale, et la baisse du prix de l'alimentation animale devrait inciter les livreurs à davantage compléter les rations. Sauf accident climatique majeur, les performances laitières des troupeaux devraient donc progresser en 2016.

Retour à la « normale » du rythme des fabrications

Les fabrications de fromages ont bondi en 2015. Néanmoins, le niveau global de fabrications ne correspond qu'au rattrapage de la croissance tendancielle de la consommation (~+1% / an) connue avant les chutes de disponibilités de 2013 et 2014. Le marché français est mature et ne semble pas en mesure d'absorber davantage de croissance. D'autant plus que le différentiel de prix s'accroît nettement avec les fromages au lait de vache, plombés par la crise laitière. D'un autre côté, les fabrications de laits conditionnés et d'ultra-frais à base de lait de chèvre devraient poursuivre leur progression, mais n'absorbent qu'un volume de lait limité.

Maîtriser les volumes et maintenir la valorisation

Les tensions connues sur l'approvisionnement ces dernières années ont permis de revaloriser les fromages de chèvre, de réhausser le prix du lait de chèvre et de redonner enfin des perspectives aux producteurs. Cette situation économique doit être pérennisée pour reconstruire les trésoreries et relancer la dynamique d'installation, clé de voûte de la production de demain. Ce maintien passe avant tout par la maîtrise très fine des volumes : fin 2015, le prix moyen de vente au consommateur des fromages subit déjà les pressions à la baisse par la grande distribution qui se livre une guerre des prix sans merci... alors même que les stocks sont faibles. La perspective d'une reprise de la collecte doit s'accompagner d'un ajustement subtil des importations aux débouchés afin que la filière reste en « flux tiré » par la demande et non en « flux poussé » par la production.



DOSSIER ANNUEL

CAPRINS

Année 2015
Perspectives 2016
Mars 2016
n°466

Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES
DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE
(GEB)

Dossier annuel Bovins lait 2015

Perspectives 2016. N° 465 - Février 2016

Dossier annuel Bovins viande 2015

Perspectives 2016. N° 464 - Janvier 2016

L'Inde, leader émergent sur le marché mondial de la viande bovine.

N° 463 - Décembre 2015

Lait en Europe du Nord. Forces, faiblesses et potentiels en 2020. N° 462 - Novembre 2015.

Où va le bœuf ? Vers toujours plus de transformation ! - N° 461 - Octobre 2015

Lait en Europe du Nord. De grands écarts entre pays, mais pas de gagnant sur toutes les lignes - 11 fiches thématiques et comparatives - N° 460 - Septembre 2015

Dossier La filière viande bovine aux États-Unis. Performante et offensive. N° 459 - Juillet-Août 2015

Dossier marché mondial produits laitiers 2014. Perspectives 2015. N° 458 - Juin 2015

Dossier marché mondial viande bovine 2014. Perspectives 2015. N° 457 - Mai 2015

Dossier annuel Ovins 2014 Perspectives 2015. N° 456 - Avril 2015

